

UNIFORMATION

43, boulevard Diderot
75012 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

UNIFORMATION

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Au Conseil d'Administration de l'Association UNIFORMATION,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels d'UNIFORMATION relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Motivation de la réserve

Réserve pour désaccord

Au 31 décembre 2021, les risques potentiels résiduels liés à la réforme de la formation professionnelle ont été comptabilisés au passif du bilan à hauteur de 2,8 M€ en charges à payer, qui ont fait l'objet d'une réserve de la part du précédent commissaire aux comptes.

Au 31 décembre 2022, aucun mouvement n'a été constaté. Les passifs restants comptabilisés s'élèvent à 2,8 M€ en charges à payer. Au regard de la réglementation comptable en vigueur, ces provisions ne respectent pas les conditions permettant leur enregistrement en comptabilité. Si ces provisions n'avaient pas été comptabilisées, le résultat de l'Association aurait été augmenté du même montant.

Au 31 décembre 2023, une reprise partielle de 0,3 M€ a été constatée. Les passifs restants provisionnés s'élèvent à 2,6 M€ en charges à payer.

Au 31 décembre 2024, une reprise partielle de 0,3 M€ a été constatée. Les passifs restants provisionnés s'élèvent à 2,3 M€ en charges à payer.

BDO IDF

Société d'Expertise comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de la région Paris-Ile-de-France et de Bourgogne Franche-Comté
Société de Commissariat aux Comptes inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes rattachée à la CRCC de Versailles et du Centre
Siège social : 7, rue du Parc de Clagny - 78000 VERSAILLES | RCS B 307 571 000 Versailles - Siret 307 571 000 00057 - Code APE 6920 Z
SAS au capital de 5 365 000 euros - TVA intracommunautaire FR27307571000

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de cette norme sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « *Fondement de l'opinion avec réserve* », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Engagements de Financement de Formation

Votre Association comptabilise en charges à payer des Engagements de Financement de Formation pour couvrir les formations non encore réalisées à la date de clôture de l'exercice, tels que décrit dans la note « 4.2.3.2 Règles de rattachement des dépenses de formation » de l'annexe.

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par l'association UNIFORMATION, décrites dans la note « 4.2.3.2 Règles de rattachement des dépenses de formation » de l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondages l'application de ces approches, et plus particulièrement les modalités de détermination des taux d'annulation d'engagement utilisés.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

Description des responsabilités

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Villejust, le 10 juin 2025,

Signé par Beatrice Laroche

Le 10/06/2025

ID: tx_qrELKaPE0IDv


BDO IDF

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

Représentée par Béatrice LAROCHE

ETATS FINANCIERS

exercice clos le 31 décembre 2024

Pages

■	Compte de résultat	2/69
■	Bilan	6/69
■	Annexe	8/69
	➤ Présentation de l'OPCO.....	11/69
	➤ Faits caractéristiques de l'exercice	13/69
	➤ Evénements postérieurs à la clôture.....	13/69
	➤ Règles et méthodes comptables	16/69
	➤ Informations complémentaires relatives au bilan et au compte de résultat	23/69
	➤ Autres informations	38/69
■	Documents financiers par section financière	39/69
	➤ Plan de développement des compétences des entreprises de -50 salariés	40/69
	➤ Alternance	45/69
	➤ Compte personnel de formation.....	50/69
	➤ Contributions conventionnelles	55/69
	➤ Contributions volontaires.....	55/69
	➤ CIF CDI	60/69

COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024

	TOTAL GENERAL	
	2024	2023
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	72 554 349,14	68 861 543,15
* Aides de l'Etat, des régions et autres collectivités locales	72 554 349,14	69 184 983,23
* Autres aides : Pôle emploi	0,00	0,00
* Appel à projet : part FPSPP	0,00	0,00
* Appel à projet : part FSE	0,00	-323 440,08
COLLECTE DES FONDS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	155 514 766,54	146 274 644,36
Reprise PCA VOLONTAIRE	-3 692 427,89	-1 686 775,90
PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	254 489 314,25	192 837 613,73
* Transferts de fonds mutualisés entre agréments	6 909 262,84	4 320 286,76
* Transferts France Compétences	247 580 051,41	188 517 326,97
	0,00	
AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	1 083 977,94	5 199 834,64
* Autres produits	1 083 977,94	905 883,92
	0,00	
* report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	0,00	4 293 950,72
REPRISES SUR PROVISIONS POUR CHARGES DE FORMATION	395 805,93	285 354,30
* Actions collectives	0,00	0,00
* Actions individuelles	0,00	285 354,30
REPRISES SUR PROVISIONS POUR EFF	0,00	0,00
REPRISES PROV NON UTIL SUBVENTION	395 805,93	0,00
REPRISES PROV RISQUES ET CHARGES	7 317,33	6 805,00
REPRISE SUR PROVISIONS POUR REVERSEMENT DE COLLECTE	0,00	0,00
Total I - PRODUITS DE FORMATION	480 353 103,24	411 779 019,28
CHARGES DE FORMATION	438 921 406,21	377 409 731,34
* Etudes & Recherches et fonctionnement des observatoires	0,00	0,00
	0,00	0,00
* Aide au paritarisme	0,00	0,00
	0,00	
<i>Actions individuelles</i>	<i>208 788 280,43</i>	<i>197 589 900,99</i>
* Coûts pédagogiques	153 687 686,34	145 699 258,33
* Coûts pédagogiques au titre du DIF	0,00	0,00
* Coûts pédagogiques au titre du CBC	0,00	0,00
* Coûts pédagogiques au titre de la VAE	0,00	0,00
* Salaires, charges sociales légales et contractuelles	0,00	0,00
assises sur les rémunérations	37 327 424,10	36 710 893,76
* Transports, Hébergements & Repas	16 457 407,18	14 481 112,52
* Charges liées aux congés VAE	0,00	680,00
* Formations HTT	34 346,60	19 548,15
* Charges liées aux CBC et congés examens	0,00	0,00
* Charges au titre du DIF	0,00	0,00
* Matériels pédagogiques	731 703,32	441 905,34
* Autres	549 712,89	236 502,89
	0,00	
<i>Actions collectives & opérations groupées</i>	<i>16 864 489,70</i>	<i>17 113 827,38</i>
* Coûts pédagogiques	16 044 889,59	16 255 756,95
* Salaires, charges sociales légales et contractuelles	0,00	0,00
assises sur les rémunérations	0,00	0,00
* Transports, Hébergements & Repas	819 600,11	858 070,43
* Matériels pédagogiques	0,00	0,00
* Autres	0,00	0,00
	0,00	
<i>Professionnalisation</i>	<i>219 148 343,98</i>	<i>184 493 582,61</i>
* Contrats de Professionnalisation	20 951 158,13	22 129 667,68
* Période de Professionnalisation	0,00	15 911,39
* PRO A	8 824 162,08	10 198 470,37
* POE	0,00	0,00
* POE Collective	0,00	0,00
* Formation des tuteurs	108 468,50	110 168,13
* La fonction tutorale	523 754,24	822 993,44
* VAE Alternance	6 985,50	21 742,84
* Contrat d'apprentissage	182 786 478,13	145 932 690,78

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024

	TOTAL GENERAL	
	2024	2023
* Frais annexes Contrat d'apprentissage	3 218 049,90	2 191 777,05
* Fonction maître d'apprentissage	2 040 628,94	3 026 937,78
* Formation Maître d'apprentissage	45 913,00	53 922,31
* Fonctionnement CFA	642 745,56	-10 699,16
	0,00	
* Charges à payer pour EFF	-5 879 707,90	-21 787 579,64
	0,00	
	0,00	
CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE	11 949 520,45	10 067 068,34
* Autres charges	131 349,21	110 092,59
* Transfert de fonds mutualisés entre agréments	11 818 171,24	9 956 975,75
* Transfert de fonds mutualisés au titre de la contribution France Compétences	0,00	0,00
* Transfert de fonds mutualisés au titre des excédents	0,00	0,00
* Reprise sur fonds réservés du FPSPP	0,00	0,00
* Engagements à réaliser sur ressources affectées	0,00	-33 058,50
	0,00	
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR CHARGES DE FORMATION	0,00	0,00
* Actions collectives	0,00	0,00
* Actions individuelles	0,00	0,00
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR EFF	0,00	0,00
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR NON UTILISATION SUBVENTION	0,00	0,00
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR REVERSEMENT DE COLLECTE OCTA	0,00	0,00
Total II - CHARGES DE FORMATION	450 870 926,66	387 443 741,18
RESULTAT DE FORMATION (Total I - Total II)	29 482 176,58	24 335 278,10
Total III - SOLDE DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	34 723 916,59	32 317 269,85
RESULTAT D'ACTIVITE (non financier) (Total I - Total II - Total III)	-5 241 740,01	-7 981 991,75
PRODUITS FINANCIERS (Total V)	4 062 007,32	2 849 116,83
* Produits nets sur cession VMP	0,00	0,00
* Autres produits financiers	4 062 007,32	2 849 116,83
* Autres	0,00	0,00
	0,00	
CHARGES FINANCIERES (Total VI)	0,00	0,00
RESULTAT FINANCIER (Total V - Total VI)	4 062 007,32	2 849 116,83
PRODUITS EXCEPTIONNELS (Total VII)	0,00	0,00
* Produits des cessions sur immobilisations corporelles cédées	0,00	0,00
* Autres produits exceptionnels	0,00	0,00
	0,00	
CHARGES EXCEPTIONNELLES (Total VIII)	0,00	0,00
* Valeur comptable sur immobilisations corporelles cédées	0,00	0,00
* Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00
	0,00	
RESULTAT EXCEPTIONNEL (Total VII - Total VIII)	0,00	0,00
IMPOT SUR LES SOCIETES (Total IX)	408 082,39	292 199,63
RESULTAT COMPTABLE DE L'EXERCICE (Total I + Total V + Total VII) - (Total II + Total III + Total VI + Total VIII + Total IX)	-1 587 815,08	-5 425 074,55

Décomposition du solde des frais de fonctionnement

	UNIGESTION	
	Exercice clos le 31 décembre 2024	Exercice clos le 31 décembre 2023
Produit divers de fonctionnement	5 394 622,06	5 089 931,95
Subventions de fonctionnement	5 126 741,81	4 823 252,98
Produits divers de gestion	267 880,25	266 678,97
Reprise sur provisions de fonctionnement	636 669,00	387 952,51
Transferts de charge	118 807,63	114 932,03
Total I – PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	6 150 098,69	5 592 807,49
Achats et autres charges externes	12 581 582,86	11 310 550,92
Impôts et taxes	2 094 158,10	2 208 842,49
Charges de personnel	24 164 942,92	22 787 738,48
Autres charges de gestion courante	502 302,87	144 668,61
Dotations aux amortissements	1 452 254,54	1 455 755,56
Dotations aux provisions	22 024,00	-
TOTAL II -CHARGES DE FONCTIONNEMENT	40 817 265,29	37 907 576,06
RESULTAT D'ACTIVITE (Total I – Total II)	(34 667 166,60)	(32 314 768,57)
Produits financiers	79,50	393,18
Autres produits financiers	79,50	393,18
Charges financières	-	-
RÉSULTAT FINANCIER	79,50	393,18
Produits exceptionnels	300,00	-
Autres produits exceptionnels	300,00	-
Charges exceptionnelles	57 129,49	2 825,00
Autres charges exceptionnelles	57 129,49	2 825,00
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(56 829,49)	(2 825,00)
Impôt sur les sociétés	-	78,46
SOLDE DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	(34 723 916,59)	(32 317 269,85)

BILAN

BILAN CONSOLIDE 2024 AVANT AFFECTATION DU RESULTAT

ACTIF	EXERCICE 2024			EXERCICE 2023		PASSIF	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
	BRUT	AMORT. PROV.	NET	NET				
ACTIF IMMOBILISE						FONDS PROPRES :		
						Fonds associatif et réserves		
						• Fonds associatif		
						• Réserves		
						- réserve affectée aux E.F.F.		
* Immobilisations incorporelles	18 679 835,83	17 912 343,12	767 492,71	1 094 456,06		- Report à nouveau Fonds roulement	16 854 801,92	16 854 801,92
	0,00	0,00	0,00	0,00		• Report à nouveau	143 399 884,33	148 824 958,88
* Immobilisations corporelles	34 993 944,23	21 128 073,23	13 865 871,00	14 373 822,15		• Résultat de l'exercice	-1 587 815,08	-5 425 074,55
	0,00	0,00	0,00	0,00		Total I	158 666 871,17	160 254 686,25
* Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00				
	0,00	0,00	0,00	0,00		• Provisions pour charges	1 830 975,00	2 202 453,00
* Immobilisations financières	5 015,25	0,00	5 015,25	5 015,25		• Provisions pour EFF	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00	0,00		• Provisions pour non utilisation subvention	0,00	395 805,93
* Autres	40 615,89	0,00	40 615,89	62 836,46		• Provisions pour risques et charges	0,00	0,00
	0,00	0,00	0,00	0,00		• fonds dédiés	0,00	0,00
* Compte de liaisons investissement	0,00	0,00	0,00	0,00				
Total I	53 719 411,20	39 040 416,35	14 678 994,85	15 542 263,60		Total II	1 830 975,00	2 598 258,93
ACTIF CIRCULANT						DETTES		
* Adhérents et comptes rattachés	89 371 735,12	0,00	89 371 735,12	85 029 620,92		• Emprunt et dettes assimilées (banques)	11 781 680,72	17 836 036,19
* Etat	0,00	0,00	0,00	0,00				
* Autres créances						• Adhérents et comptes rattachés	10 096 889,11	10 594 818,55
• Appel à projet FPSPP	0,00	0,00	0,00	0,00		• Fournisseurs	2 200 467,70	1 532 897,53
• Autres Subventions	65 043 218,10	0,00	65 043 218,10	78 927 446,70		• Fiscales et sociales	10 665 723,24	9 602 402,89
• Au titre de la péréquation	210 876 502,38	0,00	210 876 502,38	193 223 268,97				
• Autres créances	6 619 877,09	1 222 773,64	5 397 103,45	1 739 411,15		• Autres dettes		
						- transferts et excédents	261 098,46	1 531 195,61
* Valeurs mobilières de placement	105 875 086,02	0,00	105 875 086,02	76 009 035,65		- autres	12 959 138,15	11 744 630,40
* Disponibilités (banques)	47 199 259,59	0,00	47 199 259,59	119 901 488,03		- Charges à payer sur EFF	298 170 548,25	304 050 256,15
* Charges constatées d'avance	704 679,67	0,00	704 679,67	935 144,00		• Produits constatés d'avance	32 513 187,38	51 562 496,52
Total II	525 690 357,97	1 222 773,64	524 467 584,33	555 765 415,42		Total III	378 648 733,01	408 454 733,84
TOTAL GENERAL (Total I + Total II)	579 409 769,17	40 263 189,99	539 146 579,18	571 307 679,02		TOTAL GENERAL (Total I + Total II + Total III)	539 146 579,18	571 307 679,02



ANNEXE

S O M M A I R E

1. Présentation générale de l'OPCO

- 1.1. Objet social
- 1.2. Agréments
- 1.3. Champ d'intervention
- 1.4. Organisation

2. Faits caractéristiques de l'exercice

- 2.1. Fusion des champs conventionnels
- 2.2. Evolution des fonds de la péréquation
 - 2.2.1. Les encaissements
 - 2.2.2. Modification de la part des ressources nettes consacrée au frais de gestion au financement des emplois éligibles
- 2.3. Transfert RAN CIF-CDI

3. Evénements postérieurs à la clôture

- 3.1. Nouvelles normes comptables
- 3.2. Signature de l'avenant 1 à la convention d'objectifs et de moyens
- 3.3. Régime de TVA applicable aux Opco
- 3.4. Mission de contrôle de l'IGAS
- 3.5. Répartition des contributions dédiées au financement de la formation professionnelle et à l'alternance et au plafonnement des fonds propres des Opco

4. Règles et méthodes comptables

- 4.1. Principes généraux
- 4.2. Méthodes d'évaluation des principaux postes du bilan et du compte de résultat
 - 4.2.1. Immobilisations et amortissement
 - 4.2.1.1. Immobilisations incorporelles
 - 4.2.1.2. Immobilisations corporelles
 - 4.2.1.3. Immobilisations financières
 - 4.2.2. Créances
 - 4.2.2.1. Règles générales
 - 4.2.2.2. Règles de rattachement des collectes
 - 4.2.2.3. Règles de rattachement des fonds attribués par France compétences
 - 4.2.2.4. Autres créances et provisions pour dépréciation
 - 4.2.2.5. Règles de détermination des subventions à recevoir
 - 4.2.3. Dettes
 - 4.2.3.1. Règles générales
 - 4.2.3.2. Règles de rattachement des dépenses de formation
 - 4.2.4. Provisions pour risques et charges
 - 4.2.4.1. Provisions pour dépenses de formation
 - 4.2.4.2. Provision pour engagement retraite
 - 4.2.4.3. Autres provisions pour risque et charges
 - 4.2.4.4. Fonds dédiés

- 4.2.5. Trésorerie et placements
 - 4.2.5.1. Règles générales d'évaluation
 - 4.2.5.2. Règles applicables aux Opco sur les placements
 - 4.2.5.3. Règles relatives aux excédents financiers
- 4.2.6. Frais de fonctionnement
 - 4.2.6.1. Plafonnement des frais de fonctionnement
 - 4.2.6.2. Ventilation analytique
 - 4.2.6.3. Répartition des frais de fonctionnement dans les sections financières Frais de fonctionnement par destination
- 4.2.7. Section « moyens communs »

5. Informations complémentaires relatives au bilan et au compte de résultat

- 5.1. Mouvement des postes de l'actif immobilisé**
- 5.2. Amortissements et dépréciations**
- 5.3. Transferts de fond propres entre sections financières**
 - 5.3.1. Section financière Compte personnel de formation
 - 5.3.2. Sections financières Congé individuel de formation CDI
 - 5.3.3. Section financière dédiée aux contributions volontaires spécifiques
- 5.4. Etat des provisions**
 - 5.4.1. Provisions pour Charges
- 5.5. Etat des dettes**
 - 5.5.1. Etat des dettes financières
 - 5.5.2. Etat des dettes d'exploitation
 - 5.5.3. Etat des dettes fiscales et sociales
 - 5.5.4. Etat des charges à payer EFF
 - 5.5.5. Etat des produits constatés d'avance
- 5.6. Actif circulant**
 - 5.6.1. Etat des Créances
 - 5.6.2. Trésorerie
 - 5.6.3. Charges constatées d'avance
- 5.7. Tableau de variation des fonds propres**
- 5.8. Collecte**
- 5.9. Résultat exceptionnel**
- 5.10. Bilan d'unigestion**

6. Autres informations

- 6.1. Effectifs au 31 décembre 2024**
- 6.2. Rémunérations des 3 plus hauts cadres dirigeants**

1. Présentation générale de l'Opco

Uniformalion est une association Loi 1901, créée le 28 juin 1972 par accord-cadre, dont le siège social se situe au 43, boulevard Diderot 75012 Paris.

1-1 Objet social

Uniformalion a pour objet de gérer et d'administrer les missions de l'Opérateur de compétence (Opco) de la Cohésion sociale selon les dispositions légales :

- Assurer le financement des contrats d'apprentissage et de professionnalisation, selon les niveaux de prise en charge fixés par les branches professionnelles ayant désigné l'Opco Cohésion sociale,
- Apporter un appui technique aux branches professionnelles pour établir la gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences et pour déterminer les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage et de professionnalisation,
- Assurer un appui technique aux branches professionnelles dans le cadre de leurs missions de certification,
- Assurer un service de proximité au bénéfice des TPE/PME, permettant d'améliorer l'information et l'accès des salariés à la formation professionnelle, et d'accompagner ces entreprises dans l'analyse et la définition de leurs besoins en matière de formation professionnelle, notamment au regard des mutations économiques et techniques de leur secteur d'activité,
- Promouvoir les formations réalisées en tout ou partie à distance (FOAD) ainsi que celles réalisées en situation de travail (FEST) auprès des entreprises,
- Collecter et gérer les contributions supplémentaires conventionnelles et volontaires aux dispositions de l'article L.6332-1-2 du code du Travail et toute autre contribution conventionnelle,
- Assurer le financement des études et observatoires conformément à la législation en vigueur,
- Assurer le développement et le financement de la formation des tuteurs et maîtres d'apprentissage,
- Informer les entreprises sur les enjeux liés au développement durable et les accompagner dans l'analyse et la définition de leurs besoins en matière de formation professionnelle, notamment au regard des mutations économiques et techniques de leur secteur d'activité,
- Financer les formations en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail des membres de la délégation du personnel du CSE, et du référent en matière de lutte contre le harcèlement sexuel et les agissements sexistes pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Il doit également mettre en œuvre toute activité décidée par le Conseil d'administration.

1-2 Agréments

Uniformalion est agréé en tant qu'Opérateur de compétences de la Cohésion sociale depuis le 1^{er} avril 2019 conformément à l'arrêté ministériel du 29 mars 2019 (NOR : MTRD1908313A) modifié par l'arrêté du 9 mai 2019 (NOR : MTRD1911042A). L'Opco est également habilité à gérer les fonds de la formation dans les DOM : Guadeloupe, Guyane, Martinique et La Réunion conformément à l'arrêté ministériel du 29 mai 2019 (NOR : MTRD1915509A).

1-3 Champ d'intervention

Uniformalion couvre le périmètre de l'ensemble des branches professionnelles ci-dessous :

- Ateliers et Chantiers d'insertion (obligation conventionnelle)
- Acteurs du lien social et familial (ALISFA) (obligation conventionnelle)
- Aide, accompagnement des soins et des services à domicile (obligation conventionnelle)
- Métiers de l'Éducation, de la culture, des loisirs et de l'animation (ECLAT) (obligation conventionnelle)
- Habitat et logements accompagnés (obligation conventionnelle)
- France Travail
- Institutions de retraite complémentaires et de prévoyance
- Mission locale - Permanence d'accueil d'information et d'orientation ML-PAIO (obligation conventionnelle)
- Mutualité (obligation conventionnelle)
- Organismes publics et coopératifs de l'habitat social (obligation conventionnelle)
- Régies de quartiers (obligation conventionnelle)
- de Sécurité sociale (obligation conventionnelle)
- Tourisme social et familial (obligation conventionnelle)

- Fédération nationale des associations familles rurales (FNAFR) (obligation conventionnelle)
- Entreprises sociales pour l'habitat (ESH) (obligation conventionnelle)
- Branches du régime minier
- UNEDIC

Ainsi que les entreprises ne relevant pas d'une convention collective nationale ou d'un accord national de branche sur la formation, dont l'activité principale relève du champ d'intervention de l'opérateur de compétences de la Cohésion sociale en application des dispositions du 2^e du II de l'article L.6332-1-1 du code du travail.

Le champ territorial d'Uniformation couvre l'ensemble du territoire métropolitain et la collectivité de Corse ainsi que les départements ultramarins de La Réunion, de Guyane, de Guadeloupe et de Martinique (Cf 1.2).

1-4 Organisation

Les organisations d'employeurs et les organisations de salariés, signataires de l'accord constitutif et/ou de son avenant, ou ayant adhéré à l'Opco Cohésion sociale et étant représentatifs dans sa branche professionnelle, sont représentés, en nombre égal, dans toutes les instances d'orientation et de décision.

- **L'Assemblée plénière** est constituée de toutes les organisations professionnelles d'employeurs et de toutes les organisations syndicales de salariés signataires de l'accord constitutif de l'Opco Cohésion Sociale et/ou de son avenant, ou ayant adhéré à l'Opco Cohésion sociale. Elle débat des rapports de gestion, rapports financiers et orientations stratégiques, et formule des propositions au Conseil d'administration.
- **Le Conseil d'administration** d'Uniformation est composé paritairement de 48 membres (24 représentants employeurs et 24 représentants salariés), désignés pour quatre ans. Il définit la politique et les orientations générales de l'Opco. Il est l'organe de décision.
- **Le Bureau** est composé de 6 administrateurs du collège employeurs et 6 administrateurs du collège salariés dont un Président, un Vice-président, un Trésorier et un Trésorier-adjoint, désignés alternativement pour deux ans dans chaque collège. Il prépare et suit l'exécution des budgets et traite toute question que lui délègue le Conseil d'administration.
- **Présidence pour l'exercice 2024 :**
 - **Président :** M. David CLUZEAU, issu du collège employeurs (HEXOPÉE)
 - **Vice-présidente :** Mme Natalia JOURDIN, issue du collège salariés (CGT-FO)
 - **Trésorière :** Mme Ana DANTEC-CIMAS, issue du collège salariés (CFTC)
 - **Trésorière adjointe :** Mme Marie-Claude AUVERGNE, issue du collège employeurs (ANEM)
- **Direction générale :** M. Olivier Phelip
- **Les Sections paritaires professionnelles (SPP)**

Les SPP regroupent plusieurs branches professionnelles dans une logique professionnelle et de cohérence métier ayant désigné Uniformation. Elles suivent et consolident les besoins de formation collectifs et individuels des branches professionnelles qui les composent, proposent des projets qui leur sont communs.

 - SPP 1 : Aide à domicile, Intervention Sociale et Familiale,
 - SPP 2 : Accompagnement social et éducatif – Jeunesse – Loisirs,
 - SPP 3 : Habitat Social,
 - SPP 4 : Vie Civile,
 - SPP 5 : Protection Sociale,
 - SPP 6 : Emploi, Insertion.

2. Faits caractéristiques de l'exercice

2-1 Fusion de champs conventionnels

L'arrêté du 24 juillet 2024 portant extension de l'accord du 9 février 2023 relatif à la fusion des champs d'application des branches professionnelles ÉCLAT, associations Familles Rurales et Associations de Pêche de Loisir et de protection du milieu aquatique a été publié au Journal officiel du 6 août 2024.

Les deux premières branches font partie du champ d'intervention d'Uniformation. La dernière relève de l'Opco Ocapiat. Cette fusion n'a pas d'incidence sur l'exercice 2024, l'accord collectif désignant Ocapiat demeurant en vigueur.

2.2 Evolution des fonds de la péréquation

2.2.1 - Les encaissements

Au 31 décembre 2024, France Compétences nous a versé un total de 211 644 K€ sur des fonds de péréquation cumulés depuis 2021 de 388 943 K€.

	2021	2022	2023	2024	total
fonds de péréquation notifiée	57 166 326	121 301 958	74 560 175	135 914 459	388 942 918
versement 2023	57 166 326	35 280 885			92 447 211
versement 2024		86 021 073	33 175 753		119 196 826
solde	0	0	41 384 422	135 914 459	177 298 881

2.2.2 - Modification de la part des ressources nettes affectée aux frais de gestion au financement des emplois éligibles

Le pourcentage des fonds affectés par l'opérateur de compétences au financement des actions de formation relatives aux contrats d'apprentissage, et à ses frais annexes, ainsi que des actions de formation relatives aux contrats de professionnalisation et aux reconversions ou promotions par l'alternance pour être éligible à la péréquation inter-branches, a été modifié par décret du 8 juillet 2024.

Le ratio passe de 90% à 92% applicable dès l'exercice 2024.

2.1 Transfert RAN CIF CDI

Les derniers dossiers du CIF CDI ont été clôturés sur la fin d'année 2024. Le report à nouveau, constaté au 31 décembre 2024 de la section financière CIF-CDI a été transféré à la section financière dédiée à l'Alternance pour un montant de 2 262 K€ (Cf-infra 5.3.2)

3. Événements postérieurs à la clôture

3.1 Nouvelles normes comptables

Le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 sur la modernisation des états financiers entre en vigueur à compter du 01/01/2025 en poursuivant les 3 principaux objectifs suivants :

- Faciliter la digitalisation des comptes annuels
- Mettre à jour les modèles des comptes annuels et la nomenclature des comptes
- Simplifier les modèles des comptes annuels

Ces modifications concernent notamment :

- Une nouvelle définition du résultat exceptionnel uniquement constitué d'événements majeurs et inhabituels
- Suppression de la technique du transfert de charges

Uniformation n'a pas opté pour son application anticipée telle que prévue à son article 27.

3.2 Signature de l'avenant n°1 à la convention d'objectifs et de moyens

Le 16 décembre 2024, la DGEFP a sollicité l'ensemble des directions générales d'Opco en rappelant que, conformément aux dispositions du III de l'article D. 6332-18 du code du travail, les conventions d'objectifs et de moyens (COM) signées entre l'Etat et les OPCO font l'objet d'une évaluation annuelle. Au regard des incertitudes rencontrées en 2024 mais dans la préoccupation d'assurer ce rendez-vous, elle proposait de programmer un temps d'échange avec les gouvernances paritaires dès le début de l'année 2025.

Ces rendez-vous devaient permettre d'examiner :

- les réalisations de 2023
- les prévisions de réalisations 2024
- les conditions de mise en œuvre de l'exercice 2025.

Lors de la réunion du 15 janvier dernier avec la DGEFP avait été notamment pointé le dépassement du plafond des frais de gestion et de mission imputés sur la section financière alternance en 2024 dû à des frais de fonctionnement non exposés au troisième quadrimestre 2023 et déportés sur l'exercice 2024.

La DGEFP n'avait pas émis d'opposition de principe mais souhaitait des explications précises et la demande formelle en a été faite par courrier en date du 3 février 2025. A également été demandé, dans ce courrier, « les éléments qui expliquent en détail et justifieraient les écarts aux objectifs fixés dans la convention... ». Un courrier de réponse a été transmis en date du 10 février 2024 répondant à ces deux sollicitations de la DGEFP.

La DGEFP, le 18 mars, a adressé un avenant à la COM 2023-2025 donnant une suite favorable aux 3 évolutions demandées par Uniformation :

- Appréciation du respect du plafond des frais de gestion sur la section alternance sur le cumul des deux exercices 2023 et 2024.
- Diminution du nombre de contrats de professionnalisation prévus pour 2025 de 3.715 à 2.750 contrats ;
- Abaissement à 2% (au lieu de 7,54%) du taux cible d'accompagnement des entreprises à la transition écologique.

Cet avenant a été signé le 20 mars 2025.

3.3 Régime de TVA applicable aux Opco

Le 14 novembre 2024, une lettre collective des Opco a été adressée à Direction de la législation fiscale pour avoir confirmation que les principes dégagés dans ses décisions du 10 janvier 2023 et du 23 février 2024 pouvaient continuer à s'appliquer au titre de l'année 2025.

Par un courrier adressé à chacun des Opco le 24 février 2025, la DLF leur a signifié que, dans le cadre de la réforme de la collecte et du recouvrement de la Contribution Unique à la Formation Professionnelle et à l'Alternance (CUFPA) applicable depuis le 1er janvier 2022, et pour faire suite aux échanges intervenus entre les différents acteurs concernés, les prises de position ministérielles et administratives antérieures en matière de TVA ne pouvaient plus être maintenues en raison de leur contrariété avec le droit en vigueur.

Aussi, aux termes de ce courrier, à compter du 1er janvier 2026, la doctrine administrative antérieure applicable serait rapportée de sorte que les OPCO devraient notamment appliquer les principes suivants au regard de la TVA :

- Les contributions conventionnelles et volontaires versées par les entreprises ne seraient pas soumises à la TVA dès lors qu'elles ne constituent pas la contrepartie d'un service individualisé fourni par les OPCO aux entreprises,
- En revanche, la fraction de ces contributions qui a pour objet de couvrir les frais de fonctionnement de l'OPCO serait soumise à la TVA dès lors qu'il s'agirait de la contrepartie à titre onéreux de prestations correspondant à la gestion administrative des dossiers de formation professionnelle,
- Il en serait de même en ce qui concerne les frais de fonctionnement prélevés sur les sommes reversées par France Compétences au titre de la CUFPA pour lesquels les OPCO devraient être réputés constitués des prestataires rendant des services à France Compétences, imposables à la TVA.
- A compter du 1er janvier 2026, ces frais devraient donc être facturés par l'OPCO aux bénéficiaires des services dont ils sont la contrepartie (avec TVA),

- S'agissant des droits à déduction, en corollaire de l'imposition à la TVA des prestations de gestion d'information et de mission effectuées par les OPCO, ceux-ci bénéficieraient du droit de récupérer la TVA d'amont grevant les frais inhérents à ces prestations.

Le 8 avril 2025, par une nouvelle lettre collective, les Opco ont, d'une part, souhaité disposer d'une confirmation formelle du maintien du régime transitoire pour l'année 2025 que le courrier de février ne contenait qu'implicitement et, d'autre part, annoncé une nouvelle saisine, des clarifications étant en effet indispensables tant à la construction du nouveau modèle voulu par l'Etat pour les OPCO qu'au chiffrage de l'impact budgétaire de la réforme, et des coûts d'adaptation induits.

3.4 Mission de contrôle de l'IGAS

Le 26 février 2025, Uniformalion a été notifié par l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) du déclenchement d'une mission de contrôle de l'organisation, des frais de gestion, de la fonction numérique et de la politique de contrôle de l'Opco.

Une première réunion entre les quatre inspecteurs et la présidence d'Uniformalion accompagnée du directeur général s'est tenue le 27 mars.

La mission se poursuit avec la transmission de documents, la réponse à des questionnaires sur les volets contrôles et système d'information ainsi que des entretiens avec des collaborateurs d'Uniformalion au siège et au sein de la délégation de Marseille.

Le rapport définitif de cette inspection est attendu pour l'automne 2025.

3.5 Répartition des contributions dédiées au financement de la formation professionnelle et à l'alternance et au plafonnement des fonds propres des Opco

Un projet de décret a été présenté le 11 décembre 2024 à la Commission nationale de la négociation collective, de l'emploi et de la formation professionnelle dont les évolutions viendraient modifier le cadre de la détermination des montants des différents postes de dépenses de France compétences ainsi que le calcul du plafond des disponibilités financières des Opco pour le reversement de leurs excédents à France compétences.

Constatant que l'incertitude relative aux montants des contributions perçues au titre d'un exercice, conduisait au fait que les Opco n'avaient pas connaissance des montants définitifs qui leurs sont alloués suffisamment tôt et donnaient lieu à des calculs de vérifications et de régularisations pour chaque exercice, le projet de décret prévoyait que les différentes dotations au titre du financement des dispositifs soient à l'avenir définitives quelque soient par ailleurs les fonds perçus par France compétences au titre des contributions.

De la même façon, il était fait le constat que les dispositions relatives aux reversements des disponibilités excédentaires des Opco n'étaient plus adaptées : la collecte des contributions prévues par la loi, antérieurement réalisée par les OPCO, a été transférée aux Urssaf et Caisses de la MSA qui reversent les fonds à France compétences depuis 2022. C'est donc France compétences qui reverse à aux Opco les dotations qui leur reviennent au titre des dispositifs qu'ils financent et en fonction de leurs besoins de trésorerie. Or, le montant des disponibilités est calculé actuellement à partir du niveau de trésorerie atteint en fin d'exercice.

Aussi, le projet de décret prévoyait de maintenir un mécanisme de « reprise des excédents », afin d'éviter des réserves excessives dans le cadre d'une soutenabilité financière du système de financement difficile à respecter, mais désormais basé sur le niveau des fonds propres, le report à nouveau, atteint sur chaque section financière. Ainsi il était prévu que les fonds propres de chaque section comptable dédiée à l'alternance ou au plan de développement des compétences ne pourraient excéder au 31 décembre de l'année 10% des produits de formation comptabilisées sur chaque section au cours de l'exercice, le pourcentage étant porté à 15% pour l'exercice 2025.

A la date d'établissement de comptes de l'exercice 2025, ce décret n'a toutefois pas encore été publié.

4. Règles et méthodes comptables

4.1 Principes généraux

Les principes suivants ont été appliqués pour l'établissement des comptes sociaux :

- Continuité de l'exploitation.
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- Indépendance des exercices.
- Principe de prudence.
- Non-compensation.
- Principe d'intangibilité du bilan d'ouverture.

Les comptes annuels sont établis conformément à la réglementation française en vigueur résultant des règlements suivants :

- Règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.
- Règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, qui remplace le règlement 99.01 à compter du 1er janvier 2020, sans que ce changement de méthode ait un impact sur les comptes et la situation à l'ouverture.
- Règlement ANC 2019-03 relatif aux comptes annuels des organismes paritaires de la formation professionnelle et de France Compétences.

Le total du bilan est de 539 146 579.18 €. Le compte de résultat fait ressortir un total de produits 484 415 110.56€ et un total de charges de 486 002 925.64 €, soit un résultat négatif de 1 587 815.08 €.

4.2 Méthodes d'évaluation des principaux postes du bilan et du compte de résultat

4.2.1 Immobilisations et amortissement

Depuis le 1^{er} janvier 2005, Uniformation applique les règles issues du règlement CRC 02-10 modifié par le CRC 03-07 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, et du règlement CRC 04-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

4.2.1.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation économique.

Détermination des durées d'utilisation :

- Logiciel d'activité : 10 ans
- Logiciel comptable et personnel : 4 ans.
- Logiciel information communication : 4 ans
- Autres logiciels : 2 ans.

4.2.1.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation économique.

a) **Décomposition des biens :**

Selon l'analyse de l'actif immobilisé réalisée au cours de l'année 2005, seuls les immeubles sont d'une valeur significative et présentent les caractéristiques voulues pour la constatation de composants, conformément aux nouveaux règlements. Les options retenues pour chaque type d'immeuble sont les suivantes :

Les immeubles des Délégations

Il n'a pas été réalisé de décomposition sur ces biens : en effet, l'appréciation de la valeur des différents composants est rendue difficile par la nature des locaux (lots/plateaux faisant partie d'un ensemble). De plus, l'impact sur les comptes d'une décomposition de ces biens ne serait pas significatif.

➔ **Immeubles détenus au 31 décembre 2024 :**

- Délégation Lille (achetée 198 K€ en 04/2002)
- Délégation Lyon (achetée 1 308 K€ le 01/08/2011)
- Délégation Rennes (achetée 377 K€ en 07/2004)
- Délégation Carquefou (achetée 541 K€ en 04/2011)
- Délégation Marseille (achetée 838 K€ en 10/2011)
- Délégation Toulouse (achetée 316 K€ le 26/02/2020)
- Délégation Bordeaux-Mérignac (achetée 498 K€ le 01/12/2020)
- Délégation de Nancy (achetée 442 K€ le 18/05/2022)

Soit un total de 4 519 M€.

➔ **L'immeuble au siège**

L'immeuble détenu 43, bd Diderot est d'une valeur significative (15,2 M€). Une décomposition terrain-construction a été pratiquée lors de l'acquisition (2001). Elle ressort à 4,6 M€ pour le terrain et 10,5 M€ pour les constructions. Les travaux importants réalisés depuis cette acquisition ont fait l'objet d'un enregistrement comptable distinct.

b) Détermination des durées d'utilisation :

- Les immeubles et composants associés
 - La structure (bâti) est amortie sur 40 ans.
 - Les dépenses liées à la climatisation générale s'amortissent sur 20 ans au siège et 10 ans pour les installations des délégations.
 - La toiture s'amortit sur 15 ans.
 - Les installations et agencements s'amortissent sur 10 ans.
- Le matériel de bureau et informatique Les durées retenues sont les suivantes :
 - Copieurs : 5 ans.
 - Serveur téléphone autocom : 10 ans.
 - Autre matériel de bureau : 7 ans.
 - Matériel informatique réseau : 4 ans.
 - Matériel informatique I : 3 ans (imprimantes).
 - Matériel informatique II : 2 ans (ordinateur pc).
 - Matériel informatique III : 5 ans (serveurs).
 - Le mobilier de bureau : 10 ans.

4.2.1.3 Immobilisations financières

La valeur brute des participations et des autres titres immobilisés, est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Si la valeur actuelle à l'arrêté des comptes est inférieure à cette valeur brute, une provision pour dépréciation est alors constituée du montant de la différence.

4.2.2 Créances

4.2.2.1 Règles générales

La réalisation de l'ensemble des créances est à moins d'un an.

4.2.2.2 Règles de rattachement des collectes

Les contributions conventionnelles assises sur les masses salariales 2024 et encaissées jusqu'au 31 mars 2025 ont été comptabilisées en produits à recevoir à la clôture de l'exercice.

Les contributions supplémentaires volontaires sont quant à elles comptabilisées en produits lors de la décision de financement des actions de formation professionnelle. Ainsi, la collecte versée au 31 décembre 2024 mais ne couvrant pas une action de formation comptabilisée en charge sur l'exercice 2024, est enregistrée en produit constaté d'avance lors de l'arrêté des comptes.

4.2.2.3 Règles de rattachement des fonds attribués par France compétences

Les fonds attribués par France Compétences constituent un produit de l'exercice au titre duquel ils ont été collectés auprès des employeurs.

A compter de l'exercice 2022 France compétences affecte chaque année, le produit des contributions des employeurs qui lui sont versées au titre de la contribution unique à la formation professionnelle et à l'Alternance, de la contribution supplémentaire à l'apprentissage et de la contribution dédiée au financement du compte personnel de formation pour les titulaires d'un contrat à durée déterminée, déduction faites du versement de l'Etat d'une dotation annuelle pour le financement de la formation des demandeurs d'emploi mais également de la part des ressources dédiées au financement de la mise en œuvre des missions de France compétences

La dotation définitive pour le financement de l'aide au développement des compétences au bénéfice des entreprises de moins de cinquante salariés s'élève à 18 921 775€ au titre de 2024 (20 170 K€ en 2023).

Pour le financement des dépenses des actions de l'Alternance au titre de 2024, la dotation définitive est de 92 743 817€. (92 201 K€ en 2023).

Les fonds attribués du fait de l'application d'un mécanisme de péréquation constituent également des produits de l'exercice au titre duquel les dépenses ouvrant droit à ces fonds ont été comptabilisés par l'Opco.

Conformément aux LC n°05-2019 du 13 décembre 2019 et LC n°11-2020 du 6 octobre 2020, France Compétences a notifié le 06 mai 2024 à Uniformation l'ajustement de la dotation en fonds de péréquation interbranches au titre de l'année 2024 pour un montant de 135 914 460 € (74 560 K€ en 2023).

4.2.2.4 Autres créances et provisions pour dépréciation

Le solde de la créance totale de 1 575 K€ liée à une fraude sur l'agrément du CIF-CDD constatée en 2009, ainsi que la provision pour dépréciation rattachée ont été transférés sur la section financière Alternance en 2022.

Au cours de l'exercice 2024, il a été remboursé sur la créance la somme de 7 K€. Le solde de cette créance, ainsi que la provision pour dépréciation rattachée, sont de 1 223 K€ au 31.12.24.

4.2.2.5 Règles de détermination des subventions à recevoir

Le règlement 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, homologué par arrêté au Journal officiel du 30 décembre 2018, remplace le règlement CRC 99.01 à compter des exercices ouverts au 1^{er} janvier 2020.

Les produits sont constatés en totalité dès la signature de la convention. La part non consommée est passée en produits constatés d'avance.

Les aides financières prévues dans le cadre des conventions conclues entre l'Opco et les organismes financeurs (FSE, DREETS, Conseils régionaux, Conseils généraux, DGEFP, CNSA, Pôle emploi...) sont rapportées en produit en fonction des réalisations des actions de formation sur l'exercice, et selon les caractéristiques spécifiques à chaque convention de financement.

4.2.3 Dettes

4.2.3.1 Règles générales

La réalisation de l'ensemble des dettes est à moins d'un an, à l'exception des charges à payer sur engagements de financement de formation.

4.2.3.2 Règles de rattachement des dépenses de formation

Conformément au règlement 2019-03 relatif au plan comptable des organismes paritaires de la formation professionnelle, les Engagements de financement de formation (EFF) relatifs à des actions de formation sont comptabilisés en charge lors de la décision de financement de ces actions. Le montant de l'engagement tient compte des annulations probables des actions de formation.

À la clôture, les engagements tenant compte des annulations probables non décaissées sont comptabilisés en charges à payer sur EFF.

Les taux d'annulation retenus sont les suivants :

- PDC -50 : taux moyen de 23 % tous modes de financement confondus.
Le taux d'annulation est déterminé depuis 2022, d'un point de vue global, en prenant compte de l'ensemble des typologies de dossiers la constituant, sans déterminer plusieurs taux différenciés au sein du PDC. Ces calculs différenciés n'apportent aucune valeur ajoutée à l'exactitude du résultat des annulations constatées, le calcul global constaté étant in fine de 23 %.
- Plan conventionnel : taux moyen de 27.61 % tous modes de financement confondus.
Concernant la section financière Conventionnelle, un taux d'annulation est déterminé par mode de financement. Le taux d'annulation moyen, tous modes de financement confondus, est de 27.61% pour 2024 (27,52% en 2023).
- Alternance : taux moyen de 22.41 %
(Contrat de professionnalisation : 27,50%, Contrat d'apprentissage : 21,77 % et Pro A : 21 %)
La section financière Alternance présentant des typologies de dossiers différents, les taux sont calculés de manière différenciée, pour 2024 le taux est de 27,5% pour les contrats de professionnalisation (contre 26,50% en 2023), il passe à 21,8% pour les contrats d'apprentissage (contre 20,8 % en 2023) et à 21% pour les dossiers ProA (idem qu'en 2023).
- Volontaire : 0 %
Les engagements 2024 sur le volontaire ne concernent que des dossiers cofinancés dont la CAP EFF a été constatée à hauteur des engagements nets de l'année.

4.2.4 Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe à la clôture de l'exercice une obligation juridique ou implicite dont il est probable ou certain qu'elle provoque une sortie de ressources au bénéfice de tiers.

4.2.4.1 Provisions pour dépenses de formation

La provision pour dépenses de formation (396 K€) sur le PDC-50 constatés en 2023, correspondent à la provision pour insuffisance de couverture liée aux contrôles de services faits sur les cofinancements, a été reprise cette année. Il n'y a plus de subvention en cours sur ce dispositif.

4.2.4.2 Provision pour engagement retraite

La provision des engagements de retraite est de 1 831 K€ au 31 décembre 2024, avec une dotation de 22 K€. Le montant des engagements est calculé selon la méthode rétrospective prorata temporis.

Les engagements de retraite sont évalués à la clôture de l'exercice salarié par salarié, dans l'hypothèse de départ à la retraite à l'initiative du salarié.

L'estimation actuelle des engagements de retraite est fonction des paramètres suivants :

- de l'indemnité qui est égale au 1/6 de mois par année de présence, avec un minimum de 2 mois et un maximum de 6 mois (art. 19 de l'accord d'entreprise)
- du nombre d'années restant à courir jusqu'à l'âge de la retraite (fixé à 64 ans)
- du taux de turnover, fixé à 6,11 % et du taux d'actualisation de 3.25%.
- de la probabilité de présence d'un salarié dans l'entreprise à l'âge de la retraite (turnover) et de la probabilité de survie jusqu'à l'âge de la retraite.

4.2.4.3 Autres provisions pour risques et charges

Une provision pour risque et charge d'un montant de 394 K€ a été constituée en 2022 sur le fonctionnement afin de couvrir le risque de rejet de certaines dépenses de formation qui est apparu lors de la notification des résultats provisoires du contrôle de service fait opéré sur le bilan intermédiaire de la convention FSE n°201904413 relative à la mise en œuvre de l'opération « Uniformation PME 2020 ». Ce risque est lié au non-respect du principe d'incitativité allégué par le contrôleur.

Cette provision a été reprise à la suite au retour du contrôle de service fait du bilan final au cours de l'année 2024.

4.2.4.4 Fonds dédiés

Lorsque les subventions pour frais de formation ont un caractère certain, elles sont enregistrées en produit par la contrepartie d'un compte de tiers. Pour les conventions pluriannuelles, à la clôture des comptes, les ressources non consommées sont constatées dans un compte de charge 689 – Engagements à réaliser sur ressources affectées, en contrepartie d'un compte de passif 19 – fonds dédiés.

Les sommes inscrites en fonds dédiés sont reprises en produit au compte de résultat des exercices suivants, au rythme des réalisations des engagements, par le crédit du compte 789 – utilisation des fonds dédiés.

4.2.5 Trésorerie et placements

4.2.5.1 Règles générales d'évaluation

La valeur brute des valeurs mobilières de placement est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

À la clôture des comptes, si la valeur actuelle (valeur liquidative) est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est alors constituée du montant de la différence.

La valeur comptable des VMP cédées est valorisée selon la méthode du « Premier entré, premier sorti ».

4.2.5.2 Règles applicables aux Opco sur les placements

Les ressources des Opco doivent être conservées en numéraire, soit déposées à vue, soit placées à court terme (art. R6332-37 du code du Travail).

Les placements effectués en 2024 ont dégagé des produits financiers à hauteur de 4 062 K€.

Il a été constaté un impôt sur les sociétés de 408 K€ sur les produits financiers des comptes sur livrets et comptes à terme réalisés sur l'ensemble des dispositifs de l'exercice 2024.

4.2.5.3 Règles relatives aux excédents financiers

Les disponibilités dont un Opco peut disposer au 31 décembre d'une année donnée au titre des actions de l'Alternance ou du Plan de développement des compétences, ne peuvent excéder le tiers des charges comptabilisées au cours du dernier exercice clos.

Les disponibilités au 31 décembre sont constituées par les montants figurant aux comptes de placements, de banque et de caisse, tels que définis par le plan comptable prévu à l'art. R.6332-37. Les placements sont toutefois appréciés à leur valeur liquidative.

N'entrent pas dans le calcul des disponibilités les dotations aux amortissements et provisions. Ces disponibilités excédentaires sont à verser à France Compétences avant le 30 avril de l'année suivant la clôture de l'exercice (art. 6332-27 et 6332-29 du code du Travail).

Le calcul des disponibilités excédentaires du Plan de développement des compétences au 31 décembre 2024 et de l'alternance ne fait pas apparaître d'excédent de trésorerie.

4.2.6 Frais de fonctionnement

4.2.6.1 Plafonnement des frais de fonctionnement

Les frais de gestion, d'information et de missions sont constitués par :

- les frais de collecte des contributions,
- les frais de gestion administrative relatifs à l'instruction et au suivi des dossiers de formation,
- les remboursements de frais de déplacement, de séjour et de restauration engagés par les personnes qui siègent au sein des organes de direction de l'organisme,

- l'accompagnement des branches professionnelles pour le développement de l'alternance et la mise en œuvre des conventions cadre de coopération,
- l'appui technique aux branches dans la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage et de professionnalisation,
- Les observatoires prospectifs des métiers et des qualifications, dépenses destinées à mesurer l'évolution quantitative et qualitative des emplois et des qualifications,
- L'ingénierie de certification professionnelle et frais d'études ou de recherches intéressant la formation,
- L'information conseil pilotage de projets et service de proximité aux entreprises,
- Le contrôle de la qualité des formations financées.

Le plafonnement des frais de fonctionnement est défini par la Convention d'objectifs et de moyens (COM) signée avec l'État et par ses avenants.

Au titre de l'exercice 2024, la **COM avait fixé les attendus** suivants :

- Un montant maximal de frais de gestion de 4,04% des fonds gérés, soit au plus 15.721.140 € (article 5-1).
- Un plafond de frais d'information et de mission de 20.170.860 € (article 5-2).
- Un plafond global des frais de fonctionnement à 35.892.000 € (article 5-3).

4.2.6.2 Ventilation analytique

Les modalités retenues pour la ventilation des frais de fonctionnement sur les rubriques de la COM sont les suivantes :

- la répartition analytique a été déterminée sur la base de l'analyse de l'activité de chaque service d'Uniformation, rattaché à chaque catégorie de la COM.
- les charges de structure propres à une catégorie de la COM sont directement rattachées à cette dernière.
- les charges communes sont affectées au poids des charges propres de chaque catégorie COM.

Ventilation des coûts directs et indirects des sections légales :

2024	Poids des charges	COÛTS DIRECTS ET INDIRECTS Hors CPF					TOTAL	Poids des fonds gérés compla
		Achats et Services Extérieurs	Impôts et Taxes	Charges de personnel	Autres charges nettes de fonctionnement	Dotations amortissements et provisions		
TOTAL COMPTE DE RESULTAT A REPARTIR		12 215 967	2 094 158	19 029 973	537 980	837 610	34 715 689	399 656 502
PART OPCO HORS CPF		12 215 967	2 094 158	19 029 973	537 980	837 610	34 715 689	
Frais de collecte	4,63%	565 743	96 984	881 311	24 915	38 791	1 607 744	0,40%
Frais de gestion administrative relatifs à l'instruction et au suivi des dossiers de formation	35,84%	4 378 478	750 593	6 820 771	192 824	300 218	12 442 885	3,11%
Remboursement des frais de déplacement, de séjour et de restauration engagés par les personnes qui siègent au sein des organes de direction de l'organisme	0,56%	67 890	11 638	105 759	2 990	4 655	192 932	0,05%
Sous-total Frais de gestion	41,03%	5 012 111	859 216	7 807 841	220 729	343 664	14 243 561	3,56%
Accompagnement des branches pour le développement de l'alternance et la mise en œuvre des conventions cadre de coopération	8,44%	1 030 678	176 687	1 605 585	45 390	70 670	2 929 010	0,73%
Appui technique aux branches dans la détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage et de professionnalisation	4,13%	504 312	86 453	785 614	22 209	34 579	1 433 168	0,36%
Observatoires prospectifs des métiers et des qualifications dépenses destinées à mesurer l'évolution quantitative et qualitative des emplois et des qualifications	4,89%	596 971	102 337	929 958	26 290	40 932	1 696 489	0,42%
Ingénierie de certification professionnelle et frais d'études ou de recherches intéressant la formation	6,71%	819 359	140 461	1 276 393	36 084	56 181	2 328 477	0,58%
Information-conseil, pilotage de projet et service de proximité aux entreprises	32,92%	4 021 374	689 376	6 264 476	177 098	275 733	11 428 055	2,86%
Contrôle de la qualité des formations dispensées	1,89%	231 164	39 628	360 106	10 180	15 850	656 929	0,16%
Sous-total Frais de mission	58,97%	7 203 857	1 234 942	11 222 132	317 251	493 946	20 472 128	5,12%
TOTAL GENERAL OPCO	100%	12 215 967	2 094 158	19 029 973	537 980	837 610	34 715 689	8,686%

Le montant de 8.228 € affecté à la section financière du CPF relève exclusivement de charges de personnel dédié à la gestion administrative des dossiers.

4.2.6.3 Répartition des frais de fonctionnement dans les sections financières

Les frais relevant du budget de fonctionnement de l'Opco sont imputés sur les sections financières, après déduction des frais appliqués à la section financière CPF au titre des frais engendrés par la gestion des derniers dossiers CPF (8.228 € comptabilisés pour l'exercice 2024).

Ainsi pour un résultat 2024 de 34 723 917 €, ce sont après déduction des frais spécifiques attribués à la section CPF, 34 715 689 € qui sont répartis sur l'ensemble des quatre sections financières dédiées au PDC-50, à l'alternance, et aux contributions conventionnelles et volontaires.

	REALISE 2024				
	Fonds gérés	PDC -50	Alternance	Conventionnel	Volontaire
	399 402 391	18 921 775	228 747 826	130 883 561	20 849 229
Taux de frais de gestion	3,57%	3,36%	3,53%	3,69%	3,39%
Taux de frais de mission	5,13%	4,12%	5,43%	5,15%	2,56%
Taux global	8,69%	7,48%	8,96%	8,84%	5,95%
Frais de gestion	14 243 560	634 930	8 072 411	4 829 084	707 135
Frais de mission	20 472 129	780 323	12 422 405	6 736 194	533 207
Plafond des frais	34 715 689	1 415 253	20 494 816	11 565 278	1 240 342
Poids des frais 2024 / section financière	100,00%	4,08%	59,04%	33,31%	3,57%

S'agissant de la **section financière dédiée à l'alternance**, Il est rappelé que l'État a imposé que les frais de fonctionnement imputés par Uniformation sur cette section ne dépassent pas, pour chacun des 3 exercices couverts par la COM 2023-25 le montant fixe de 19.274.885 €.

L'avenant 1 de la COM (Cf. section n°3.2) a néanmoins aménagé cette exigence en disposant qu'en raison du déport en gestion de contrats d'apprentissage de 2023 sur 2024, le respect des plafonds de gestion et de mission, sur la section alternance, est examiné en cumul sur les deux exercices 2023 et 2024.

Du fait de cette contrainte, les frais de fonctionnement imputés sur la section financière dédiée à l'alternance ne peuvent, comme cela était déjà le cas en 2023, pas être le simple reflet de la comptabilité analytique. Ce sont ainsi seulement 20 495.816 € qui ont été affectés sur cette section alors que le calcul analytique aurait conduit à affecter 21.115 K€, le différentiel de 620 K€ étant supporté, comme en 2023, par la section financière dédiée au conventionnel.

S'agissant de la **section financière dédiée au plan de développement des compétences des entreprises de moins 50 salariés**, et celle dédiée **aux contributions volontaires**, il a été imputé des frais de fonctionnement au strict niveau déterminé par la comptabilité analytique.

Les frais imputés à la section financière alternance, à la suite de la détermination des frais issue de la comptabilité analytique, ont été abaissé de sorte à être en deçà du montant autorisé par avenant à la COM 2024 ainsi que du montant basé sur la moyenne des deux années 2023 et 2024. Ce sont alors 20 495 k€ qui sont affectés aux frais de fonctionnement de la section alternance pour un calcul analytique initial à hauteur de 21 115 k€.

Enfin, la **section financière dédiée aux contributions conventionnelles** supporte par construction le solde des frais de fonctionnement qui n'ont pas trouvé à s'imputer sur les autres sections financières et, en particulier, les dépenses (relatives notamment à la réalisation d'études et observations et aux diagnostics d'entreprises) spécifiquement décidées par les branches professionnelles à partir des enveloppes de fonds conventionnels mises à leur disposition par le Conseil d'administration, et ayant la nature comptable de frais de fonctionnement. Chacune de ces dépenses est imputée au compte mutualisé de la branche qui est à son initiative. Au titre de 2024, le montant s'élève à 380.865 €.

S'agissant de la **section financière dédiée aux contributions volontaires**, au titre des frais de fonctionnement de l'Opco, il est prélevé, dès le premier euro versé, 6 % sur tous les versements relatifs à une contribution supplémentaire volontaire. Le montant ainsi calculé (prélevé à chaque versement) se décompose d'une part, au titre des frais de fonctionnement calculés sur les fonds gérés comptabilisés sur la section financière Volontaire, et d'autre part, au titre du solde alors affecté au report à nouveau : Montant prélevé (6% des versements) - Montant affecté au frais de fonctionnement = Solde affecté au RAN de l'exercice.

4.2.7 Section « moyens communs »

Conformément à la réglementation il est présenté pour la section « moyens communs », un bilan et un compte de résultat de fonctionnement (Unigestion).

Les immobilisations, ainsi que les actifs et passifs de cette section sont répartis à la clôture de l'exercice entre toutes les sections financières au poids des frais de fonctionnement.

L'affectation dans les dispositifs, des actifs et passifs de la section « moyens communs » se fait via des comptes de liaison investissements, comptes de liaison moyens communs (dettes et créances), et compte de liaisons entre dispositifs (trésorerie).

5. Informations complémentaires relatives au bilan et au compte de résultat

5.1 Mouvement des postes de l'actif immobilisé

Immobilisations incorporelles	VALEURS BRUTES				
	Situation	Acquisitions	diminutions		Situation
	au 31/12/2023	Par acquisitions & virt de poste à poste	Par virt de poste à poste	Par cessions ou mise hors service	au 31/12/2024
Etudes - Alfa - Cfmi (conception & suivi)	670 522,98	0,00	0,00	0,00	670 522,98
Logiciels	17 626 707,06	0,00	0,00	0,00	17 626 707,06
Logiciel OCTA	382 605,79	0,00	0,00	0,00	382 605,79
Total - I	18 679 835,83	0,00	0,00	0,00	18 679 835,83

Immobilisations corporelles	VALEURS BRUTES				
	Situation	Acquisitions	diminutions		Situation
	au 31/12/2023	Par acquisitions & virt de poste à poste	Par virt de poste à poste	Par cessions ou mise hors service	au 31/12/2024
Terrains	4 573 470,52		0,00	0,00	4 573 470,52
Constructions	15 231 377,39		0,00	0,00	15 231 377,39
Agencements Installations	7 216 681,28	257 790,48	0,00	0,00	7 474 471,76
Mobiliers et Matériels de Bureau	1 816 869,50	13 216,26	0,00	0,00	1 830 085,76
Matériels Informatique	5 105 186,77	330 219,47	0,00	0,00	5 435 406,24
Matériel Divers	449 132,56		0,00	0,00	449 132,56
Total - II	34 392 718,02	601 226,21	0,00	0,00	34 993 944,23
TOTAL - I + II	53 072 553,85	601 226,21	0,00	0,00	53 673 780,06

Immobilisations en cours	VALEURS BRUTES				
	Situation	Acquisitions	Diminutions		Situation
	au 31/12/2023	Par acquisitions & virt de poste à poste	Par virt de poste à poste	Par cessions ou mise hors service	au 31/12/2024
acomptes sur immos en cours	6 133,68		6 133,68	0,00	0,00
TOTAL	6 133,68	0,00	6 133,68	0,00	0,00

Immobilisations financières	VALEURS BRUTES			
	Situation	Augmentation	Diminution	Situation
	au 31/12/2023			au 31/12/2024
- Titres de Participation	5 015,25	0,00	0,00	5 015,25
Total - I	5 015,25	0,00	0,00	5 015,25
- Dépôts et Cautionnements	62 836,46	1 701,95	23 922,52	40 615,89
Total - II	62 836,46	1 701,95	23 922,52	40 615,89
TOTAL - I + II	67 851,71	1 701,95	23 922,52	45 631,14

5.2 Amortissements et dépréciations

Immobilisations incorporelles	AMORTISSEMENTS				
	Situation	Augmentations	Diminutions		Situation
	au 31/12/2023		Par virt de poste à poste	Par cessions ou mise hors service	au 31/12/2024
Etudes - Alfa - Cfmi (conception & su	670 522,98	0,00	0,00	0,00	670 522,98
Logiciels	16 532 251,00	326 963,35	0,00	0,00	16 859 214,35
Logiciels OCTA	382 605,79	0,00	0,00	0,00	382 605,79
Total - I	17 585 379,77	326 963,35	0,00	0,00	17 912 343,12

Immobilisations corporelles	AMORTISSEMENTS				
	Situation	Augmentations	Diminutions		Situation
	au 31/12/2023		Par virt de poste à poste	Par cessions ou mise hors service	au 31/12/2024
Constructions	7 448 227,80	361 182,48	0,00	0,00	7 809 410,28
Agencements Installations	5 969 757,15	340 687,26	0,00	0,00	6 310 444,41
Mobiliers et Matériels de Bureau	1 667 603,91	48 340,77	0,00	0,00	1 715 944,68
Matériels Informatique	4 484 174,45	358 966,85	0,00	0,00	4 843 141,30
Matériel Divers	449 132,56		0,00	0,00	449 132,56
Total - II	20 018 895,87	1 109 177,36	0,00	0,00	21 128 073,23

TOTAL - I + II	37 604 275,64	1 436 140,71	0,00	0,00	39 040 416,35
-----------------------	----------------------	---------------------	-------------	-------------	----------------------

5.3 Transferts de fonds propres entre sections financières

Uniformation, n'est plus agréé pour gérer les contributions du CPF, cependant la gestion des dossiers en cours précédemment accordés sur cette section financière demeure jusqu'à extinction de ces derniers. Il en est de même pour les sections financières du CIF-CDI et CIF-CDD.

5.3.1 Section financière Compte personnel de formation

Depuis le 1^{er} janvier 2020, la Caisse des dépôts et consignation a l'exclusivité de la prise en charge de tout nouvel engagement au titre du CPF. Conformément au décret n° 2020-1739 du 29 décembre 2020, les fonds propres de la section financière dédiée au CPF, sous déduction de l'estimation du cumul des frais de gestion à exposer jusqu'à l'extinction de toutes actions de formation, ont été transférés au 31.12.20 à la section financière dédiée à l'Alternance pour un montant de 20 914 K€.

Le solde du report à nouveau sera versé à la section financière dédiée à l'Alternance au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'extinction des derniers dossiers de formation, engagés avant le 1^{er} janvier 2020.

Au 31 décembre 2024, le montant du report à nouveau s'élève à 4 700 K€, déduction faite des frais de gestion inhérent au traitement des derniers dossiers de 8 K€ au titre de 2024.

5.3.2 Sections financières Congé individuel de formation CDI et CDD

Il est rappelé que la prise de nouveaux engagements au titre des CIF-CDI et CIF-CDD s'est terminée le 31 décembre 2018. Conformément à l'art. 2 du décret n°2020-1434 du 24 novembre 2020, 60 % des reports à nouveau constatés au 1^{er} janvier 2020 dans les sections financières dédiées aux CIF-CDI et CIF-CDD ont été reversés au 31 décembre 2020 à la section financière dédiée à l'Alternance pour un montant total de 2 030 K€. Les soldes des reports à nouveau seront versés à la section financière dédiée à l'Alternance au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'extinction des derniers congés individuels de formation, engagés avant le 1^{er} janvier 2019.

S'agissant du CDD le report à nouveau définitif s'élevait à 1 593 K€ et a été transféré à la section financière dédiée à l'Alternance à la clôture 2022 et le versement a été effectué le 21 avril 2023.

S'agissant du CDI le report à nouveau final s'élevait à 2 262 K€ et a été transféré à la section financière dédiée à l'Alternance à la clôture 2024, le versement devant être effectué en mai 2025.

5.3.3 Section financière dédiée aux contributions volontaires spécifiques

La création de la section financière spécifique en réponse à la gestion des actions de formation dans le cadre des contrats de professionnalisation et de ProA pour les entités RGSS-EPA, conformément à la demande de la DGEFP dans son courrier en date du 16 août 2022, permet de flécher spécifiquement les fonds cotisés par les entités concernées.

Les montants nets de l'année engagés dans le cadre de ces contrats au sein de la section alternance, déduction faite des recyclages sur années antérieures sont versés de cette section spécifique vers la section alternance, soit 482 K€ en 2024. Le solde des contributions, net des frais de fonctionnement, constaté après déduction des montants engagés sur l'alternance dans le cadre de ces contrats, est comptabilisé en produit constaté d'avance.

5.4 État des provisions

5.4.1 Provisions pour charges

Provisions pour charges	Situation au 31/12/2023	Augmentation	Diminution	Situation au 31/12/2024
Provision pour retraite	1 808 951,00	22 024,00	0,00	1 830 975,00
Provisions / Charges de Gestion	393 502,00	0,00	393 502,00	0,00
Prov.Charges exploit. Unigestion	2 202 453,00	22 024,00	393 502,00	1 830 975,00
Prov. Charges form. PDC -50 salariés	395 805,93	0,00	395 805,93	0,00
Prov. Charges Form. Plan conventionnel	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	2 598 258,93	22 024,00	789 307,93	1 830 975,00

5.5 État des dettes

5.5.1 État des dettes financières

Dettes financières	Montant	Degré d'exigibilité	
	BRUT	A Moins d'un an	A plus d'un an
Crédit coopératif - Unigestion	6 938 331,92	6 938 331,92	
Crédit coopératif - Unif CB	1 016,56	1 016,56	
Total Unigestion	6 939 348,48	6 939 348,48	
Crédit coopératif - Alternance	4 842 332,24	4 842 332,24	
Total Alternance	4 842 332,24	4 842 332,24	
TOTAL	11 781 680,72	11 781 680,72	

5.5.2 État des dettes d'exploitation

Dettes d'exploitation	Montant	Degré d'exigibilité	
	BRUT	A moins d'un an	A plus d'un an
- Adhérents - Reversement	225 196,36	225 196,36	
- collecte perçue d'avance conv	230 095,21	230 095,21	
- Actions Formation - Charges à Payer conv	9 641 597,54	9 641 597,54	
Total - Adhérents et comptes rattachés - Plan conv	10 096 889,11	10 096 889,11	0,00
Total - Adhérents et comptes rattachés	10 096 889,11	10 096 889,11	0,00
- Fournisseurs de frais généraux créditeurs	1 063 276,67	1 063 276,67	
- Fournisseurs Factures non parvenues	1 137 191,03	1 137 191,03	
Total Fournisseurs Unigestion (1)	2 200 467,70	2 200 467,70	0,00
Total - Fournisseurs	2 200 467,70	2 200 467,70	0,00
- Subventions (Régions) Plan légal11/49	261 098,46	261 098,46	
Total - Transferts & Excédents DPC -50 salariés	261 098,46	261 098,46	0,00
Total - Transferts & Excédents	261 098,46	261 098,46	0,00
- Tiers Administrateurs	2 815,41	2 815,41	
- Tiers Salariés	27,60	27,60	
- adh, reversement collecte CPN	3 597,00	3 597,00	
- débiteurs divers	5 843,59	5 843,59	
- débiteurs -credteurs divers FG opco	249 529,41	249 529,41	
- Débiteurs divers (cpnef)	2 919 640,56	2 919 640,56	
- collectes virements a traiter	646 210,56	646 210,56	
- CUFPA à reverser	1 755 463,92	1 755 463,92	
- Compte d'attente transit décaissement	1 332 416,61	1 332 416,61	
- transit décaissement virements non identifiable -1an	45 577,49	45 577,49	
- Débiteurs/créditeurs divers - REVA	2 112 158,05	2 112 158,05	
- Collectes perçues d'avance CPN	32 436,77	32 436,77	
Total - Autres dettes Unigestion (1)	9 105 716,97	9 105 716,97	0,00
- Transfert fonds mutualisés	0,00	0,00	
Total - Autres Dettes - conventionnel	0,00	0,00	0,00
- Transfert fonds mutualisés	363 190,64	363 190,64	
Total - Autres Dettes - Volontaire	363 190,64	363 190,64	0,00
- débiteurs -credteurs divers FG opco	1 219 931,00	1 219 931,00	
Total - Autres Dettes - Alternance	1 219 931,00	1 219 931,00	0,00
- débiteurs -credteurs divers FG opco	8 228,00	8 228,00	
Total - Autres dettes CPF	8 228,00	8 228,00	0,00
- transfert de fonds mutualisés	2 262 071,54	2 262 071,54	
Total - Autres Dettes - CIF-CDI	2 262 071,54	2 262 071,54	0,00
Total - Autres dettes	12 959 138,15	12 959 138,15	0,00

5.5.3 État des dettes fiscales et sociales

Dettes fiscales et Sociales	Montant BRUT	Degré d'exigibilité	
		A Moins d'un an	A plus d'un an
- comité d'entreprise - CAP	17 706,40	17 706,40	
- Titres Restaurant	58 203,20	58 203,20	
- Provisions salaires	1 531 450,68	1 531 450,68	
- Dettes provisionnées pour congé payés	2 030 025,62	2 030 025,62	
- Dettes provisionnées C.E.T.	1 178 563,07	1 178 563,07	
- Dettes provisionnées indemnité 10% précarité CDD	232 598,03	232 598,03	
- Autres charges à payer	320 000,00	320 000,00	
- Organismes sociaux	1 198 808,80	1 198 808,80	
- Organismes sociaux Charges à payer	999 893,53	999 893,53	
- Provisions Charges sur Congés payés	1 157 114,61	1 157 114,61	
- Provisions Charges sur CET	671 780,97	671 780,97	
- Provisions Charges sur indemnité 10% précarité CDD	132 580,87	132 580,87	
- Indemnités Journalières sécurité sociale	5 538,73	5 538,73	
- Etat : Prélèvement à la source	65 620,00	65 620,00	
- Etat : Impôts sur les sociétés	1 457,81	1 457,81	
- Etat : Taxe sur les salaires	139 562,00	139 562,00	
Total dettes fiscales et sociales - Unigestion (1)	9 740 904,32	9 740 904,32	0,00
- Etat - Impôts sur les sociétés PDC-50	417 812,28	417 812,28	
Total dettes fiscales et sociales - PDC-50 salariés	417 812,28	417 812,28	0,00
- Etat - Impôts sur les sociétés - Plan conv	506 614,96	506 614,96	
Total dettes fiscales et sociales - Plan conventionnel	506 614,96	506 614,96	0,00
- Etat - Impôts sur les sociétés -Alternance	391,68	391,68	
Total dettes fiscales et sociales -Alternance	391,68	391,68	0,00
TOTAL Dettes fiscales et sociales	10 665 723,24	10 665 723,24	0,00

5.5.4 État des charges à payer EFF

TABEAU DE SUIVI DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DE FORMATION

Tableau de suivi du restant à financer par millésime	<2022	2022	2023	2024	TOTAL
Montant restant à financer à l'ouverture de l'exercice N	77 083 129,64	116 785 857,14	279 017 549,72	0,00	472 886 536,50
Engagements & compléments	338 691,43	600 034,59	2 219 193,91	510 067 587,98	513 225 507,91
TOTAL I	77 421 821,07	117 385 891,73	281 236 743,63	510 067 587,98	986 112 044,41
Charges de formation décaissées au cours de l'exercice N	9 061 484,50	45 243 283,50	157 873 299,83	154 700 301,26	366 878 369,09
Annulations de l'exercice N	5 573 252,85	13 918 884,12	35 407 894,04	27 979 139,88	82 879 170,89
TOTAL II	14 634 737,35	59 162 167,62	193 281 193,87	182 679 441,14	449 757 539,98
Montant restant à financer à la clôture de l'exercice N	62 787 083,72	58 223 724,11	87 955 549,76	327 388 146,84	536 354 504,43

Charges à payer EFF	Situation au 01-01-2024	CAP EFF / Engagement 2024	CAP EFF Engagement complémentaire	Extourne CAP	Montant BRUT	Degré d'exigibilité	
						A Moins d'un an	A plus d'un an
CAP EFF PDC -50 salariés	8 639 061,27	4 190 675,32	1 112 647,42	8 639 061,27	5 303 322,74	5 258 811,77	44 510,97
CAP EFF Plan conventionnel	79 404 782,03	68 800 120,69	13 419 682,97	79 404 782,03	82 219 803,66	78 871 124,16	3 348 679,50
CAP EFF Plan volontaire	45 433,05	11 393,64	5 208,17	45 433,05	16 601,81	16 601,81	0,00
CAP EFF Alternance	214 417 092,62	158 454 209,98	52 118 826,61	214 417 092,62	210 573 036,59	175 944 435,50	34 628 601,09
CAP EFF CPF	1 106 989,61		57 783,45	1 106 989,61	57 783,45	57 783,45	0,00
CAP EFF CIF-CDI	436 897,57		0,00	436 897,57	0,00	0,00	0,00
TOTAL	304 050 256,15	231 456 399,63	66 714 148,62	304 050 256,15	298 170 548,25	260 148 756,69	38 021 791,56

5.5.5 État des produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Montant 2024	Degré d'exigibilité	
		A Moins d'un an	A plus d'un an
PCA - unigestion	5 062,79	5 062,79	
TOTAL	5 062,79	5 062,79	0,00
PCA - subvention unigestion	1 157 035,22	1 157 035,22	
PCA - Subventions PDC -50 salariés	0,00	0,00	0,00
PCA - Subventions Plan conventionnel	19 898 492,24	19 898 492,24	
PCA - Subventions Plan volontaire	0,00	0,00	
PCA - Subventions Alternance	5 000,00	5 000,00	
TOTAL	21 060 527,46	21 060 527,46	0,00
PCA - collecte volontaire	11 447 597,13	11 447 597,13	
TOTAL	11 447 597,13	11 447 597,13	0,00
TOTAL	32 513 187,38	32 513 187,38	0,00

5.6 Actif circulant

5.6.1 État des créances

Créances	Montant BRUT	Degré de liquidité	
		A moins d'un an	A plus d'un an
- Adhérents - Collecte à Recevoir - Plan conventionnel	89 351 867,23	89 351 867,23	
Total Adhérents & comptes rattachés - Plan conventionnel	89 351 867,23	89 351 867,23	0,00
- Adhérents - Collecte à recevoir - Alternance	19 867,89	19 867,89	
Total Adhérents & comptes rattachés - Alternance	19 867,89	19 867,89	0,00
Total Adhérents & comptes rattachés	89 371 735,12	89 371 735,12	0,00
Total Etat	0,00	0,00	0,00
- Subventions à Recevoir - Etat - Unigestion	152 299,27	152 299,27	
- Subventions à Recevoir - Etudes, observatoires, diagnostics	1 046 247,18	1 046 247,18	
- Subventions à Recevoir - Régions - Unigestion	3 515 343,31	3 515 343,31	
Total Transferts et attributions - Unigestion (1)	4 713 889,76	4 713 889,76	0,00
- Subventions à recevoir - PDC -50	0,00	0,00	
Total Transferts et attributions - PDC -50 salariés	0,00	0,00	0,00
- Subventions à recevoir - REGIONS - Conv	52 320 949,53	52 320 949,53	
Total Transferts et attributions - Plan conventionnel	52 320 949,53	52 320 949,53	0,00
- Subventions à recevoir - VOL		0,00	
Total Transferts et attributions - Plan volontaire	0,00	0,00	0,00
- Subventions à recevoir - Alternance	8 008 378,81	8 008 378,81	
Total Transferts et attributions - Alternance	8 008 378,81	8 008 378,81	0,00
Total Transferts et attributions	65 043 218,10	65 043 218,10	0,00
- Fournisseurs de frais généraux débiteurs	4 854,20	4 854,20	
- Fournisseurs, avances	1 220,16	1 220,16	
- Formations via l'OPCA Uniformation	2 140,95	2 140,95	
- Formations budget entreprise	3 089,31	3 089,31	
- Autres produits à recevoir	158 429,55	158 429,55	
- Adh. Collecte à recevoir CPN HLS	1 050 659,58	1 050 659,58	
- collectes virements a traiter	6 765,00	6 765,00	
- Tiers salariés - rembt à recevoir	2 865,72	2 865,72	
- Variation Ind.Journ.Séc.Soc./Bull.paie N+1	29 984,18	29 984,18	
- Indemnités Journalières à Recevoir	5 779,97	5 779,97	
- divers personnel à Recevoir	28 364,24	28 364,24	
Total - Autres Créances Unigestion (1)	1 294 152,86	1 294 152,86	0,00
- au titre de la péréquation	4 889 335,00	4 889 335,00	
- compte d'attente frais de gestion	132 822,00	132 822,00	
Total - Autres Créances PDC-50	5 022 157,00	5 022 157,00	0,00
- compte d'attente frais de gestion	1 265 208,41	1 265 208,41	
Total - Autres Créances conventionnel	1 265 208,41	1 265 208,41	0,00
- au titre de la péréquation	205 987 167,38	205 987 167,38	
- transfert de fonds mutualisés	2 625 262,18	2 625 262,18	
Total - Autres Créances Alternance	208 612 429,56	208 612 429,56	0,00
- compte d'attente frais de gestion	79 658,00	79 658,00	
Total - Autres Créances volontaire	79 658,00	79 658,00	0,00
Total - Autres Créances	216 273 605,83	216 273 605,83	0,00

5.6.2 Trésorerie

Disponibilités	Montant
Crédit coopératif - CET	1 285 509,58
Banque Populaire - Unigestion	490 458,29
LCL - Unigestion	944,56
Crédit coopératif - Transit	385 369,86
Crédit coopératif - Transit légal	1 415 499,45
Crédit coopératif - Transit TA CSA	343 478,58
Crédit coopératif - Transit décaissement	1 312 020,23
Crédit coopératif - CPNEF	302 864,41
Crédit coopératif - CFESS COOPERATIVES	209 969,01
Crédit coopératif - CFESS PARIT. COOP.	80,36
Crédit coopératif - CFESS ESH	835 583,79
Crédit coopératif - CFESS OPHS (UES-USH)	43 574,58
Crédit coopératif - OPAC 75	13 324,43
Crédit coopératif - CPN ALISFA	249 109,32
Crédit coopératif - CFESS OPH	435 097,13
Crédit coopératif - CPN PARIT. ALISFA	99 715,26
Crédit coopératif - CPN PARIT. CAUE	1 719,87
Crédit coopératif - REVA	2 112 158,05
Caisse	667,88
Régies d'avances	50 648,70
Total Unigestion (1)	9 587 793,34
Crédit coopératif - Plan 11 à 49	3 030 053,20
Total PDC -50 salariés	3 030 053,20
Crédit coopératif - Plan conventionnel	13 496 567,90
Caisse d'Epargne - plan conventionnel	9 024,66
Banque Populaire - plan conventionnel	75 084,93
CCM - plan conventionnel	373 276,13
Total Plan conventionnel	13 953 953,62
Crédit coopératif - Plan volontaire	13 200 415,60
Crédit coopératif - Plan volontaire spécifique	399 205,38
Total Plan volontaire	13 599 620,98
Crédit coopératif -CPF	4 765 766,91
Total CPF	4 765 766,91
Crédit coopératif - CIF CDI	2 262 071,54
Total CIF CDI	2 262 071,54
Total Disponibilités	47 199 259,59

TITRES		Banques	Nbre de titres	Valeur d'acquisition	Evaluation au 31/12/2024	+/- Value Latente	+/- Value constatée Latente
Cpte Livret	Autres	Caisse d'Epargne		0,00	0,00	0,00	
Total unigestion			0	0,00	0,00	0,00	0,00
parts sociales crédit coopératif	Autres	Crédit coopératif	0	45,75	45,75	0,00	
Cpte à Terme	Autres	Banque Populaire	0	0,00	0,00	0,00	
Cpte livret sociétaire	Autres	Banque Populaire	0	0,00	0,00	0,00	
Intérêts cpte à terme et cpte livret	Autres	Banque Populaire	0	0,00	0,00	0,00	
Total PDC -50 salariés			0	45,75	45,75	0,00	0,00
Cpte à Terme	Autres	Crédit coopératif	0	25 000 000,00	25 000 000,00	0,00	
Cpte à Terme	Autres	Banque Populaire	0	50 000 000,00	50 000 000,00	0,00	
Cpte à Terme	Autres	Caisse d'Epargne	0	10 000 000,00	10 000 000,00	0,00	
Compte sur Livret	Autres	CMM	0	5 013,42	5 013,42	0,00	
Cpte à Terme	Autres	CMM	0	18 800 000,00	18 800 000,00	0,00	
Intérêts cpte à terme	Autres	Crédit coopératif	0	65 179,44	65 179,44	0,00	
Intérêts cpte à terme	Autres	Banque Populaire	0	1 300 744,38	1 300 744,38	0,00	
Intérêts cpte à terme	Autres	Caisse d'Epargne	0	258 888,89	258 888,89	0,00	
Intérêts cpte à terme	Autres	CMM	0	445 198,89	445 198,89	0,00	
Total Plan conventionnel			0	105 875 025,02	105 875 025,02	0,00	0,00
parts sociales crédit coopératif	Autres	Crédit coopératif	0	15,25	15,25	0,00	
Cpte Livret	Autres	Caisse d'Epargne		0,00	0,00	0,00	
Total Alternance			0	15,25	15,25	0,00	0,00
TOTAL Valeurs Mobilières de Placement			0	105 875 086,02	105 875 086,02	0,00	0,00

5.6.3 Charges constatées d'avance

Charges Constatées d'avances	Montant BRUT	Degré de liquidité	
		A moins d'un an	A plus d'un an
Charges constatées d'avance - Unigestion	704 679,67	586 340,29	118 339,38
Total - Charges Constatées d'avances	704 679,67	586 340,29	118 339,38

5.7 Tableau de variation des fonds propres

FONDS PROPRES	Situation au 31/12/2023	Résultat	Situation au 31/12/2024
PDC -50	799 234,10	1 270 788,37	2 070 022,47
Plan conventionnel	152 463 218,45	-2 418 014,61	150 045 203,84
Plan volontaire	1 387 599,14	464 290,26	1 851 889,40
Alternance	0,00	0,00	0,00
CPF	3 686 303,52	1 013 451,94	4 699 755,46
CIF-CDI	1 918 331,04	-1 918 331,04	0,00
CIF-CDD	0,00	0,00	0,00
TOTAL - Fonds propres	160 254 686,25	-1 587 815,08	158 666 871,17

Ressources et emplois de la section financière dédiée au PDC- 50 salariés en 2024

PDC -50 Salariés en K€	Montant
Collecte brute	0
Dotation France compétence	18 922
Frais de gestion	-1 415
Fonds propres au 1/1/2024	799
Transfert de Fonds mutualisés	
Subventions (cofinancements Régions,etat, pole emploi..)	-108
produits / charges divers	822
Total ressources 2024	19 020
Charges de formation	-16 950
Total charges de formation 2024	-16 950
Total Fonds propres au 31/12/2024	2 070

Ressources et emplois de la section financière dédiée à l'alternance en 2024

ALTERNANCE en K€	Montant
Collecte brute	90
Dotation France compétence	92 744
Frais de gestion	-20 495
Fonds propres au 1/1/2024	0
Péréquation France Compétences	135 914
transfert de Fonds mutualisés	6 909
Subventions (CNSA, cofinancements Régions...)	3
produits divers	139
Total ressources 2024	215 304
Charges de formation	-215 304
Total charges de formation 2024	-215 304
Total Fonds propres au 31/12/2024	0

Ressources et emplois de la section
financière dédiée aux contributions
conventionnelles en 2024

solde des FM au 31/12/2024 CONVENTIONNEL en K€	Total
Collecte brute	130 884
frais de gestion	-11 565
Fonds propres au 1/01/2024	152 463
Subventions (Cnsa, fse,...)	72 659
Placements Financiers et produits divers nets	3 641
Total ressources 2024	348 082
Budget & MIAS	-35 562
Enveloppes Aides Financières (DAF)	-104 183
Actions Collectives (ACN & ACT) et Projets Qualifiés (PQ)	-58 292
Total charges de formation 2024	-198 037
Total Fonds propres au 31/12/2024	150 045
report budget 2024	1 098
fonds réservés 2024	28 174
Réserves fonds de roulement au 1/1/2024	5 370
Solde des fonds mutualisés du conventionnel au 31/12/2024	115 404

BRANCHES	FONDS MUTUALISES
AIDE A DOMICILE	35 803
ALISFA	17 056
Familles Rurales	969
ECLAT	16 571
HLA (FSJT/SOLIHA)	1 728
TSF	515
ESH	1 675
OPCHS-OPH	2 832
OPCHS-COOP	370
RQ	2 144
Mutualité	6 796
RGSS	4 289
MLPAIO	7 242
ACI	12 133
TOTAL BRANCHES	110 121
Fonds gérés en extinction	393
GOEES	683
Fonds conventionnels résiduels	4 207
TOTAL FONDS MUTUALISES CONVENTIONNEL	115 404

Ressources et emplois de la section financière dédiée aux contributions volontaires en 2024

Volontaire en K€	BUDGET	VOLONTAIRE COFI	VOLONTAIRE ACTION CHOISIE	TOTAL
Collecte brute	24 260	0	282	24 542
PCA 2024	-3 233		-460	-3 692
frais de gestion	-1 456	0	215	-1 240
Fonds propres au 1/1/2024		-293	1 681	1 388
transfert de Fonds mutualisés	-9 556			-9 556
Subventions (FPSP, FSE, cofinancements Régions...)			0	0
produits et charges divers	-5	293	160	449
produits exceptionnels				0
Total ressources 2024	10 010	0	1 879	11 889
Charges de formation	-10 010		-27	-10 037
Total charges de formation 2024	-10 010	0	-27	-10 037
Total Fonds propres au 31/12/2024	0	0	1 852	1 852

Ressources et emplois de la section financière dédiée au CPF en 2024

CPF en K€	Montant
Collecte brute	0
frais de gestion	-8
Fonds propres au 1/1/2024	3 686
transfert de Fonds mutualisés	
Subventions (cofinancements Régions...)	0
produits divers	8
Total ressources 2024	3 686
Charges de formation	1 013
Total charges de formation 2024	1 013
Total Fonds propres au 31/12/2024	4 700

Ressources et emplois des sections financières CIF CDI en 2024

CIF en K€	CIF-CDI
Fonds propres au 1/1/2024	1 918
produits et charges divers	-22
Total ressources 2024	1 896
Charges de formation	366
transfert de Fonds mutualisés	-2 262
Total charges de formation 2024	-1 896
Total Fonds propres au 31/12/2024	0

5.8 Dotations, collecte et péréquation

VOLETS	COLLECTE au 31/03/2025	DOTATION 2024 France Compétences	péréquation 2024ce Compétences	retraitement comptable	Exercice 2024 collecte & dotation FC	retraitement extra comptable	Exercice 2024 base Frais de gestion	Exercice 2023 collecte & dotation FC	Evolution 2024/2023
PDC -50 salariés		18 921 775			18 921 775		18 921 775	20 170 152	-6%
ALTERNANCE	89 549	92 743 817	135 914 459		228 747 824		228 747 824	168 480 476	36%
TOTAL LEGAL	89 549	111 665 592	135 914 459	0	247 669 599		247 669 599	188 650 628	31%
CONVENTIONNEL	130 883 561				130 883 561		130 883 561	121 053 540	8%
VOLONTAIRE	24 541 657			-3 692 428	20 849 229		20 849 229	23 401 028	-11%
TOTAL	155 514 767	111 665 592	135 914 459	-3 692 428	399 402 390	0	399 402 390	333 105 195	20%

5.9 Résultat exceptionnel

Aucun résultat exceptionnel de formation est comptabilisé au titre de 2024

5.10 Bilan d'Unigestion

ACTIF	EXERCICE 2024			EXERCICE 2023		PASSIF	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
	BRUT	AMORT. PROV.	NET	NET	NET			
ACTIF IMMOBILISE						FONDS PROPRES :		
* Immobilisations incorporelles	18 679 835,83	17 912 343,12	767 492,71		1 094 456,06	Fonds associatif et réserves		
* Immobilisations corporelles	34 993 944,23	21 128 073,23	13 865 871,00		14 373 822,15	* Fonds associatif		
* Immobilisations en cours	0,00		0,00		6 133,68	* Réserves		
* Immobilisations financières	5 015,25		5 015,25		5 015,25	- réserve affectée aux E.F.F.		
* Autres	40 615,89		40 615,89		62 836,46	- Report à nouveau Fonds roulement		
* Compte de liaisons investissement						* Report à nouveau	0,00	
						* Résultat de l'exercice		
						Total I	0,00	
						* Provisions pour charges	1 830 975,00	2 202 453,00
						* Provisions pour EFF		
						* Provisions pour non utilisation subvention		
						* fonds dédiés		
Total I	53 719 411,20	39 040 416,35	14 678 994,85		15 542 263,60	Total II	1 830 975,00	2 202 453,00
ACTIF CIRCULANT						DETTES		
* Adhérents et comptes rattachés						* Emprunt et dettes assimilées (banques)	6 939 348,48	3 738 918,86
* Etat								
* Autres créances						* Adhérents et comptes rattachés		
. Appel à projet FP SP	4 713 889,76		4 713 889,76		4 091 007,46	* Fournisseurs	2 200 467,70	1 532 897,53
. Autres Subventions						* Fiscales et sociales	9 740 904,32	8 959 089,31
. Au titre de la péréquation	1 294 152,86		1 294 152,86		1 406 806,17	* Autres dettes		
. Autres créances						- transferts et excédents	9 105 716,97	11 420 195,64
* Valeurs mobilières de placement	9 587 793,34		9 587 793,34		11 744 836,50	- autres		
* Disponibilités (banques)						* Produits constatés d'avance	1 162 098,01	2 128 385,24
* Charges constatées d'avance	704 679,67		704 679,67		935 144,00	Total III	29 148 535,48	27 779 486,58
Total II	16 300 515,63		16 300 515,63		18 177 794,13			
Total I + Total II	70 019 926,83	39 040 416,35	30 979 510,48		33 720 057,73	Total I + Total II + Total III	30 979 510,48	29 981 939,58
COMPTES DE LIAISON						COMPTES DE LIAISON		
* Compte de liaison inter-volets						* Compte de liaison inter-volets	2 648 444,86	8 005 917,64
* Compte de liaisons moyens communs	17 327 439,71		17 327 439,71		19 810 063,09	* Compte de liaisons moyens communs	14 678 994,85	15 542 263,60
						* Compte de liaisons immobilisations	17 327 439,71	23 548 181,24
Total III	17 327 439,71		17 327 439,71		19 810 063,09	Total IV		
TOTAL GENERAL	87 347 366,54	39 040 416,35	48 306 950,19		53 530 120,82	TOTAL GENERAL	48 306 950,19	53 530 120,82
(Total I + Total II + Total III)						(Total I + Total II + Total III + Total IV)		

6. Autres informations

6-1 Effectifs au 31 décembre

Effectifs hommes et femmes par catégorie professionnelle et selon les différents contrats de travail au 31 décembre 2024.

UNIFORMATION CSP	CDD		Total CDD	CDI		Total CDI	Total général
	F	H		F	H		
Assimilés Cadres	1	0	1	3	1	4	5
Cadre	0	1	1	116	63	179	180
Employé	9	6	15	0	0	0	15
Technicien	28	6	34	142	9	151	185
Total général	38	13	51	261	73	334	385

6.2 Rémunérations des 3 plus hauts cadres dirigeants

Conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif et applicables aux associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 € et qui reçoivent un montant de subventions supérieur à 50 000 €, il est indiqué que le total des rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants s'élève à 357.425 € et celui de leurs avantages en nature à 2.039 €.



DOCUMENTS FINANCIERS PAR SECTION FINANCIÈRE

Section financière dédiée au plan de
développement des compétences des entreprises
de moins de 50 salariés

COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2024

	PDC -50	
	2024	2023
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	-107 979,78	-1 183 055,26
* Aides de l'Etat, des régions et autres collectivités locales	-107 979,78	-1 183 055,26
* Autres aides :	0,00	0,00
* Appel à projet : part FPSP	0,00	0,00
* Appel à projet : part FSE	0,00	0,00
COLLECTE DES FONDS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	0,00	0,00
TRANSFERTS DE BIENS LIÉS À LA DEVOLUTION	0,00	0,00
PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	18 921 775,00	20 170 152,00
* Transferts de fonds mutualisés entre agréments	0,00	0,00
* Transferts au titre de la péréquation	18 921 775,00	20 170 152,00
AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	160 829,02	1 240 017,94
* Autres produits	160 829,02	73 843,36
* report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	0,00	1 166 174,58
REPRISES SUR PROVISIONS POUR CHARGES DE FORMATION	395 805,93	0,00
* Actions collectives	0,00	0,00
* Actions individuelles	0,00	0,00
REPRISES SUR PROVISIONS POUR EFF	0,00	0,00
REPRISES PROV NON UTIL SUBVENTION	395 805,93	0,00
REPRISES PROV RISQUES ET CHARGES	0,00	0,00
REPRISE SUR PROVISIONS POUR REVERSEMENT DE COLLECTE		
Total I - PRODUITS DE FORMATION	19 370 430,17	20 227 114,68
CHARGES DE FORMATION	16 922 790,09	22 851 051,23
* Etudes & Recherches et fonctionnement des observatoires		
* Aide au paritarisme	0,00	0,00
<i>Actions individuelles</i>	17 285 220,12	21 645 034,54
* Coûts pédagogiques	15 416 199,01	19 361 084,63
* Coûts pédagogiques au titre du DIF	0,00	0,00
* Coûts pédagogiques au titre du CBC	0,00	0,00
* Coûts pédagogiques au titre de la VAE	0,00	0,00
* Salaires, charges sociales légales et contractuelles assises sur les rémunérations	109 530,58	248 408,81
* Transports, Hébergements & Repas	1 736 692,68	1 982 842,50
* Charges liées aux congés VAE		
* Formations HTT		
* Charges liées aux CBC et congés examens		
* Charges au titre du DIF		
* Matériels pédagogiques	22 797,85	52 698,60
* Autres	0,00	0,00
<i>Actions collectives & opérations groupées</i>	2 973 308,50	3 869 156,90
* Coûts pédagogiques	2 818 025,32	3 705 899,46
* Salaires, charges sociales légales et contractuelles assises sur les rémunérations	0,00	0,00
* Transports, Hébergements & Repas	78 732,18	96 258,44
* Matériels pédagogiques	0,00	0,00
* Autres	76 551,00	66 999,00
* Charges à payer pour EFF	-3 335 738,53	-2 663 140,21

COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2024

	PDC -50	
	2024	2023
CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE	26 780,72	9 928,66
* Autres charges	26 780,72	9 928,66
* Transfert de fonds mutualisés entre agréments	0,00	0,00
* Transfert de fonds mutualisés au titre de la contribution du FPSPP	0,00	0,00
* Transfert de fonds mutualisés au titre des excédents	0,00	0,00
* Reprise sur fonds réservés du FPSPP		
* Engagements à réaliser sur ressources affectées	0,00	-33 058,50
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR CHARGES DE FORMATION	0,00	0,00
* Actions collectives	0,00	0,00
* Actions individuelles	0,00	0,00
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR EFF	0,00	0,00
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR NON UTILISATION SUBVENTION	0,00	0,00
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR REVERSERMENT DE COLLECTE OCTA		
Total II - CHARGES DE FORMATION	16 949 570,81	22 827 921,39
RESULTAT DE FORMATION (Total I - Total II)	2 420 859,36	-2 600 806,71
PRODUITS DIVERS DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00
Total III - PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00
CHARGES LIEES AU FONCTIONNEMENT	1 415 253,00	1 556 000,00
Total IV - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 415 253,00	1 556 000,00
RESULTAT D'ACTIVITE (non financier) (Total I + Total III - Total II - Total IV)	1 005 606,36	-4 156 806,71
PRODUITS FINANCIERS (Total V)	296 462,67	611 266,79
* Produits nets sur cession VMP	0,00	0,00
* Autres produits financiers	296 413,44	611 266,79
*Autres	49,23	0,00
CHARGES FINANCIERES (Total VI)	0,00	0,00
RESULTAT FINANCIER (Total V - Total VI)	296 462,67	611 266,79
PRODUITS EXCEPTIONNELS (Total VII)	0,00	0,00
* Autres produits exceptionnels	0,00	0,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES (Total VIII)	0,00	0,00
* Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL (Total VII - Total VIII)	0,00	0,00
IMPOT SUR LES SOCIETES (Total IX)	31 280,66	64 667,95
RESULTAT COMPTABLE DE L'EXERCICE (Total I + Total III + Total V + Total VII) - (Total II + Total IV + Total VI + Total VIII + Total IX)	1 270 788,37	-3 610 207,87

BILAN AVANT AFFECTATION DU RESULTAT 2024 DU PDC -50 SALARIES

ACTIF	EXERCICE 2024			EXERCICE 2023		PASSIF	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
	BRUT	AMORT. PROV.	NET	NET	NET			
ACTIF IMMOBILISE						FONDS PROPRES :		
* Immobilisations incorporelles						Fonds associatif et réserves		
* Immobilisations corporelles						• Fonds associatif		
* Immobilisations en cours						• Réserves		
* Immobilisations financières						- réserve affectée aux E.F.F.	2 300 919,03	2 300 919,03
* Autres						- Report à nouveau Fonds roulement	-1 501 684,93	2 108 322,94
* Compte de liaisons investissement	598 417,96		598 417,96		748 704,48	• Report à nouveau	1 270 788,37	-3 610 207,87
Total I	598 417,96		598 417,96		748 704,48	• Résultat de l'exercice	2 070 022,47	799 234,10
ACTIF CIRCULANT						Total I		
* Adhérents et comptes rattachés						• Provisions pour charges de formation		
* Etat						• Provisions pour EFF		
* Autres créances						• Provisions pour non utilisation subvention		395 805,93
• Appel à projet FPSP						• Provisions pour risques et charges		
• Autres Subventions						• fonds dédiés		0,00
• Au titre de la péréquation								
• Autres créances	4 889 335,00		4 889 335,00					
	132 822,00		132 822,00					
* Valeurs mobilières de placement	45,75		45,75					
* Disponibilités (banques)	3 030 053,20		3 030 053,20					
* Charges constatées d'avance								
Total II	8 052 255,95		8 052 255,95		25 640 695,55	• Produits constatés d'avance		
Total I + Total II	8 650 673,91		8 650 673,91		26 389 400,03	Total III	5 982 233,48	24 489 656,52
COMPTES DE LIAISON						Total I + Total II + Total III	8 052 255,95	25 684 696,55
* Compte de liaison inter-volets	107 969,04		107 969,04		249 590,16	COMPTES DE LIAISON		
* Compte de liaisons moyens communs						• Compte de liaison inter-volets		
						• Compte de liaisons moyens communs	706 387,00	954 293,64
Total III	107 969,04		107 969,04		249 590,16	Total IV	706 387,00	954 293,64
TOTAL GENERAL						TOTAL GENERAL		
(Total I + Total II + Total III)	8 758 642,95		8 758 642,95		26 638 990,19	(Total I + Total II + Total III + Total IV)	8 758 642,95	26 638 990,19

TABLEAU DE SUIVI DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DE FORMATION

Tableau de suivi du restant à financer par millésime	<2022	2022	2023	2024	TOTAL
Montant restant à financer à l'ouverture de l'exercice N	530 765,45	3 118 043,11	10 047 894,98		13 696 703,54
Engagements & compléments		6 510,00	120 180,00	23 106 544,32	23 233 234,32
TOTAL I	530 765,45	3 124 553,11	10 168 074,98	23 106 544,32	36 929 937,86
Charges de formation décaissées au cours de l'exercice N	42 855,48	743 186,30	5 781 390,08	13 601 363,81	20 168 795,67
Annulations de l'exercice N	303 063,43	1 023 375,53	1 280 838,32	2 211 771,87	4 819 049,15
TOTAL II	345 918,91	1 766 561,83	7 062 228,40	15 813 135,68	24 987 844,82
Montant restant à financer à la clôture de l'exercice N	184 846,54	1 357 991,28	3 105 846,58	7 293 408,64	11 942 093,04

TABLEAU DE SUIVI DES CHARGES A PAYER POUR ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DE FORMATION

Suivi de la charge à payer pour engagements de financement de formation par millésime	<2022	2022	2023	2024	TOTAL
Charges à payer pour engagements de financement de formation à l'ouverture de l'exercice N	222 853,51	1 421 122,45	6 995 085,31		
Engagements bruts de financement de formation de l'exercice N				23 106 544,32	
Taux d'annulation théorique sur engagements bruts de l'exercice N				23%	
Annulations théoriques sur engagements bruts de l'exercice N				5 314 505,19	
Charges de formation décaissées au cours de l'exercice N				13 601 363,81	
Extourne charge à payer pour engagements de financement de formation	222 853,51	1 421 122,45	6 995 085,31		
Charge à payer pour engagements de financement de formation	48 494,54	151 882,16	912 270,72		
Charges à payer pour engagements de financement de formation à la clôture de l'exercice N	48 494,54	151 882,16	912 270,72	4 190 675,32	5 303 322,74
Échéance à moins d'un an	48 494,54	151 882,16	903 793,68	4 154 641,39	5 258 811,77
Échéance à plus d'un an	0,00	0,00	8 477,04	36 033,93	44 510,97

Section financière dédiée à l'Alternance

COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2024

	ALTERNANCE	
	2024	2023
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	2 900,00	73 781,29
* Aides de l'Etat, des régions et autres collectivités locales	2 900,00	73 781,29
* Autres aides :	0,00	0,00
* Appel à projet : part FPSPP	0,00	0,00
* Appel à projet : part FSE	0,00	0,00
COLLECTE DES FONDS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	89 548,50	133 301,17
TRANSFERTS DE BIENS LIES A LA DEVOLUTION	0,00	0,00
PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	235 567 539,25	172 383 597,73
* Transferts de fonds mutualisés entre agréments	6 909 262,84	4 036 422,76
* Transferts France Compétences	228 658 276,41	168 347 174,97
AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	179 224,52	3 423 715,25
* Autres produits	179 224,52	295 939,11
* report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	0,00	3 127 776,14
REPRISES SUR PROVISIONS POUR CHARGES DE FORMATION	0,00	0,00
* Actions collectives	0,00	0,00
* Actions individuelles	0,00	0,00
REPRISES SUR PROVISIONS POUR EFF	0,00	0,00
REPRISES PROV NON UTIL SUBVENTION	0,00	0,00
REPRISES PROV RISQUES ET CHARGES	7 317,33	6 805,00
REPRISE SUR PROVISIONS POUR REVERSEMENT DE COLLECTE		
Total I - PRODUITS DE FORMATION	235 846 529,60	176 021 200,44
CHARGES DE FORMATION	215 304 287,95	154 791 704,03
<i>Professionnalisation</i>	219 148 343,98	184 493 582,61
* Contrats de Professionnalisation	20 951 158,13	22 129 667,68
* Période de Professionnalisation	0,00	15 911,39
* PRO A	8 824 162,08	10 198 470,37
* POE	0,00	0,00
* POE Collective	0,00	0,00
* Formation des tuteurs	108 468,50	110 168,13
* La fonction tutorale	523 754,24	822 993,44
* VAE Alternance	6 985,50	21 742,84
* Contrat d'apprentissage	182 786 478,13	145 932 690,78
* Frais annexes Contrat d'apprentissage	3 218 049,90	2 191 777,05
* Fonction maître d'apprentissage	2 040 628,94	3 026 937,78
* Formation Maître d'apprentissage	45 913,00	53 922,31
* Fonctionnement CFA	642 745,56	-10 699,16
* Charges à payer pour EFF	-3 844 056,03	-29 701 878,58

COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2024

	ALTERNANCE	
	2024	2023
CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE	48 665,99	354 124,52
* Autres charges	48 665,99	70 260,52
* Transfert de fonds mutualisés entre agréments	0,00	283 864,00
* Transfert de fonds mutualisés au titre de la contribution du FPSPP	0,00	0,00
* Transfert de fonds mutualisés au titre des excédents	0,00	0,00
* Reprise sur fonds réservés du FPSPP	0,00	0,00
* Engagements à réaliser sur ressources affectées	0,00	0,00
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR CHARGES DE FORMATION	0,00	0,00
Total II - CHARGES DE FORMATION	215 352 953,94	155 145 828,55
RESULTAT DE FORMATION (Total I - Total II)	20 493 575,66	20 875 371,89
PRODUITS DIVERS DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00
Total III - PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00
CHARGES LIEES AU FONCTIONNEMENT	20 494 816,00	17 403 748,00
Total IV - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	20 494 816,00	17 403 748,00
RESULTAT D'ACTIVITE (non financier) (Total I + Total III - Total II - Total IV)	-1 240,34	3 471 623,89
PRODUITS FINANCIERS (Total V)	1 632,02	26 693,73
* Produits nets sur cession VMP	0,00	0,00
* Autres produits financiers	1 632,02	26 693,73
* Autres	0,00	0,00
CHARGES FINANCIERES (Total VI)	0,00	0,00
RESULTAT FINANCIER (Total V - Total VI)	1 632,02	26 693,73
PRODUITS EXCEPTIONNELS (Total VII)	0,00	0,00
* Autres produits exceptionnels	0,00	0,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES (Total VIII)	0,00	0,00
* Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL (Total VII - Total VIII)	0,00	0,00
IMPOT SUR LES SOCIETES (Total IX)	391,68	6 400,60
RESULTAT COMPTABLE DE L'EXERCICE (Total I + Total III + Total V + Total VII) - (Total II + Total IV + Total VI + Total VIII + Total IX)	0,00	3 491 917,02

BILAN AVANT AFFECTATION DU RESULTAT 2024 ALTERNANCE

ACTIF	EXERCICE 2024			EXERCICE 2023		PASSIF	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
	BRUT	AMORT. PROV.	NET	NET				
ACTIF IMMOBILISE						FONDS PROPRES :		
* Immobilisations incorporelles						Fonds associatif et réserves		
* Immobilisations corporelles						* Fonds associatif		
* Immobilisations en cours						* Réserves		
* Immobilisations financières						- réserve affectée aux E.F.F.		
* Autres						- Report à nouveau Fonds roulement	2 829 782,96	2 057 074,41
* Compte de liaisons investissement	8 665 917,65		8 665 917,65	8 339 271,91		* Report à nouveau	-2 829 782,96	-5 548 991,43
						* Résultat de l'exercice	0,00	3 491 917,02
Total I	8 665 917,65		8 665 917,65	8 339 271,91		Total I	0,00	0,00
ACTIF CIRCULANT						* Provisions pour charges de formation		
* Adhérents et comptes rattachés	19 867,89		19 867,89	10 417,94		* Provisions pour EFF		
* Etat						* Provisions pour non utilisation subvention		
* Autres créances						* Provisions pour risques et charges		
* Autres Subventions	8 008 378,81		8 008 378,81	13 396 187,81		* fonds dédiés		
* Au titre de la péréquation	205 987 167,38		205 987 167,38	186 326 415,97		Total II		
* Autres créances	3 848 035,82	1 222 773,64	2 625 262,18	324 434,76		DETTES		
* Valeurs mobilières de placement	15,25		15,25	15,25		* Emprunt et dettes assimilées (banques)	4 842 332,24	
* Disponibilités (banques)				18 328 034,49		* Adhérents et comptes rattachés		
* Charges constatées d'avance						* Fournisseurs		6 400,60
Total II	217 863 465,15	1 222 773,64	216 640 691,51	218 385 506,22		* Fiscales et sociales	391,68	
Total I + Total II	226 529 382,80	1 222 773,64	225 306 609,16	226 724 778,13		* Autres dettes		
COMPTES DE LIAISON						- transferts et excédents		
* Compte de liaison inter-volets	1 563 540,64		1 563 540,64	4 161 044,13		- autres	1 219 931,00	
* Compte de liaisons moyens communs						- Charges à payer sur EFF	210 573 036,59	214 417 092,62
Total III	1 563 540,64		1 563 540,64	4 161 044,13		* Produits constatés d'avance	5 000,00	5 833 150,00
TOTAL GENERAL	228 092 923,44	1 222 773,64	226 870 149,80	230 885 822,26		Total III	216 640 691,51	220 256 643,22
(Total I + Total II + Total III)						Total I + Total II + Total III	216 640 691,51	220 256 643,22
						COMPTES DE LIAISON		
						* Compte de liaison inter-volets		
						* Compte de liaisons moyens communs	10 229 458,29	10 629 179,04
						Total IV	10 229 458,29	10 629 179,04
						TOTAL GENERAL		
						(Total I + Total II + Total III + Total IV)	226 870 149,80	230 885 822,26

ALTERNANCE

TABEAU DE SUIVI DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DE FORMATION

Tableau de suivi du restant à financer par millésime	<2022	2022	2023	2024	TOTAL
Montant restant à financer à l'ouverture de l'exercice N	68 499 863,34	99 917 852,03	169 404 749,69	0,00	337 822 465,06
Engagements & compléments	312 061,47	560 518,16	1 140 632,41	304 787 640,30	306 800 852,34
TOTAL I	68 811 924,81	100 478 370,19	170 545 382,10	304 787 640,30	644 623 317,40
Charges de formation décaissées au cours de l'exercice N	8 505 126,09	40 189 013,19	91 779 026,10	78 032 433,05	218 505 598,43
Annulations de l'exercice N	2 182 327,79	10 143 232,07	14 701 709,59	10 812 152,80	37 839 422,25
TOTAL II	10 687 453,88	50 332 245,26	106 480 735,69	88 844 585,85	256 345 020,68
Montant restant à financer à la clôture de l'exercice N	58 124 470,93	50 146 124,93	64 064 646,41	215 943 054,45	388 278 296,72

TABEAU DE SUIVI DES CHARGES A PAYER POUR ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DE FORMATION

Suivi de la charge à payer pour engagements de financement de formation par millésime	<2022	2022	2023	2024	TOTAL
Charges à payer pour engagements de financement de formation à l'ouverture de l'exercice N	20 459 241,78	67 182 063,46	126 775 787,37		
Engagements bruts de financement de formation de l'exercice N				304 787 640,30	
Taux d'annulation théorique sur engagements bruts de l'exercice N				22,41%	
Annulations théoriques sur engagements bruts de l'exercice N				68 300 997,27	
Charges de formation décaissées au cours de l'exercice N				78 032 433,05	
Extourne charge à payer pour engagements de financement de formation	20 459 241,78	67 182 063,46	126 775 787,37		
Charge à payer pour engagements de financement de formation	2 123 908,23	15 396 014,97	34 598 903,41		
Charges à payer pour engagements de financement de formation à la clôture de l'exercice N	2 123 908,23	15 396 014,97	34 598 903,41	158 454 209,98	210 573 036,59
Échéance à moins d'un an	2 123 908,23	15 396 014,97	33 726 295,15	124 698 217,15	175 944 435,50
Échéance à plus d'un an	0,00	0,00	872 608,26	33 755 992,83	34 628 601,09



uninformation
#cohésionsociale

Section financière dédiée au Compte Personnel de Formation

COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2024

	CPF	
	2024	2023
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	0,00	0,00
* Aides de l'Etat, des régions et autres collectivités locales	0,00	0,00
* Autres aides :	0,00	0,00
* Appel à projet : part FPSPP	0,00	0,00
* Appel à projet : part FSE	0,00	0,00
COLLECTE DES FONDS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	0,00	0,00
TRANSFERTS DE BIENS LIES A LA DEVOLUTION	0,00	0,00
PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	0,00	0,00
* Transferts de fonds mutualisés entre agréments	0,00	0,00
* Transferts France Compétences	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	11 960,09	24 302,61
* Autres produits	11 960,09	24 302,61
* report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	0,00	0,00
REPRISES SUR PROVISIONS POUR CHARGES DE FORMATION	0,00	0,00
* Actions collectives		
* Actions individuelles	0,00	0,00
REPRISES SUR PROVISIONS POUR EFF	0,00	0,00
REPRISES PROV NON UTIL SUBVENTION	0,00	0,00
REPRISES PROV RISQUES ET CHARGES	0,00	0,00
REPRISE SUR PROVISIONS POUR REVERSEMENT DE COLLECTE		
Total I - PRODUITS DE FORMATION	11 960,09	24 302,61
CHARGES DE FORMATION	-1 013 372,57	-1 214 686,74
<i>Actions individuelles</i>	35 833,59	247 732,80
* Coûts pédagogiques	26 512,59	224 195,41
* Coûts pédagogiques au titre du DIF		
* Coûts pédagogiques au titre du CBC		
* Coûts pédagogiques au titre de la VAE		
* Salaires, charges sociales légales et contractuelles		
assises sur les rémunérations	9 321,00	22 672,23
* Transports, Hébergements & Repas	0,00	865,16
* Charges liées aux congés VAE		
* Formations HTT		
* Charges liées aux CBC et congés examens		
* Charges au titre du DIF		
* Matériels pédagogiques		
* Autres	0,00	0,00
* Charges à payer pour EFF	-1 049 206,16	-1 462 419,54

COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2024

	CPF	
	2024	2023
CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE	3 652,72	7 780,29
* Autres charges	3 652,72	7 780,29
* Transfert de fonds mutualisés entre agréments	0,00	0,00
* Transfert de fonds mutualisés au titre de la contribution du FPSPP	0,00	0,00
* Transfert de fonds mutualisés au titre des excédents	0,00	0,00
* Reprise sur fonds réservés du FPSPP		
* Engagements à réaliser sur ressources affectées	0,00	0,00
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR CHARGES DE FORMATION	0,00	0,00
* Actions collectives		
* Actions individuelles	0,00	0,00
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR EFF	0,00	0,00
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR NON UTILISATION SUBVENTION	0,00	0,00
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR REVERSERMENT DE COLLECTE OCTA		
Total II - CHARGES DE FORMATION	-1 009 719,85	-1 206 906,45
RESULTAT DE FORMATION (Total I - Total II)	1 021 679,94	1 231 209,06
PRODUITS DIVERS DE FONCTIONNEMENT		
Total III - PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00
CHARGES LIEES AU FONCTIONNEMENT	8 228,00	16 456,00
Total IV - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	8 228,00	16 456,00
RESULTAT D'ACTIVITE (non financier) (Total I + Total III - Total II - Total IV)	1 013 451,94	1 214 753,06
PRODUITS FINANCIERS (Total V)	0,00	0,00
* Produits nets sur cession VMP	0,00	0,00
* Autres produits financiers	0,00	0,00
* Autres	0,00	0,00
CHARGES FINANCIERES (Total VI)	0,00	0,00
RESULTAT FINANCIER (Total V - Total VI)	0,00	0,00
PRODUITS EXCEPTIONNELS (Total VII)	0,00	0,00
* Autres produits exceptionnels	0,00	0,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES (Total VIII)	0,00	0,00
* Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL (Total VII - Total VIII)	0,00	0,00
IMPOT SUR LES SOCIETES (Total IX)	0,00	0,00
RESULTAT COMPTABLE DE L'EXERCICE (Total I + Total III + Total V + Total VII) - (Total II + Total IV + Total VI + Total VIII + Total IX)	1 013 451,94	1 214 753,06

BILAN AVANT AFFECTATION DU RESULTAT 2024 CPF

ACTIF	EXERCICE 2024			EXERCICE 2023		PASSIF	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
	BRUT	AMORT. PROV.	NET	NET				
ACTIF IMMOBILISE						FONDS PROPRES :		
* Immobilisations incorporelles						* Fonds associatif	3 355 652,44	3 355 652,44
* Immobilisations corporelles						* Réserves	330 651,08	-884 101,98
* Immobilisations en cours						- réserve affectée aux E.F.F.	1 013 451,94	1 214 753,06
* Immobilisations financières						- Report à nouveau Fonds roulement		
* Autres						* Report à nouveau		
* Compte de liaisons investissement						* Résultat de l'exercice		
Total I						Total I	4 699 755,46	3 686 303,52
ACTIF CIRCULANT						* Provisions pour charges de formation		
* Adhérents et comptes rattachés						* Provisions pour EFF		
* Etat						* Provisions pour non utilisation subvention		
* Autres créances						* Provisions pour risques et charges		
. Appel à projet FPSP						* fonds dédiés		
. Autres Subventions						Total II		
. Au titre de la péréquation						DETTES		
. Autres créances						* Emprunt et dettes assimilées (banques)		
* Valeurs mobilières de placement						* Adhérents et comptes rattachés		
* Disponibilités (banques)	4 765 766,91		4 765 766,91		8 170,18	* Fournisseurs	8 228,00	
* Charges constatées d'avance					4 803 412,49	* Fiscales et sociales	57 783,45	1 106 989,61
Total II	4 765 766,91		4 765 766,91		4 811 582,67	* Autres dettes		
Total I + Total II	4 765 766,91		4 765 766,91		4 811 582,67	- transferts et excédents		
COMPTES DE LIAISON						- autres		
* Compte de liaison inter-volets						- Charges à payer sur EFF		
* Compte de liaisons moyens communs						* Produits constatés d'avance		
Total III						Total III	66 011,45	1 106 989,61
TOTAL GENERAL	4 765 766,91		4 765 766,91		4 811 582,67	Total I + Total II + Total III	4 765 766,91	4 793 293,13
(Total I + Total II + Total III)						COMPTES DE LIAISON		
						* Compte de liaison inter-volets		18 289,54
						* Compte de liaisons moyens communs		
						Total IV		18 289,54
						TOTAL GENERAL		
						(Total I + Total II + Total III + Total IV)	4 765 766,91	4 811 582,67

TABLEAU DE SUIVI DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DE FORMATION

Tableau de suivi du restant à financer par millésime	<2022	2022	2023	2024	TOTAL
Montant restant à financer à l'ouverture de l'exercice N	2 393 479,91				2 393 479,91
Engagements & compléments					0,00
TOTAL I	2 393 479,91	0,00	0,00	0,00	2 393 479,91
Charges de formation décaissées au cours de l'exercice N	35 833,59				35 833,59
Annulations de l'exercice N	-666,80				-666,80
TOTAL II	35 166,79	0,00	0,00	0,00	35 166,79
Montant restant à financer à la clôture de l'exercice N	2 358 313,12	0,00	0,00	0,00	2 358 313,12

TABLEAU DE SUIVI DES CHARGES A PAYER POUR ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DE FORMATION

Suivi de la charge à payer pour engagements de financement de formation par millésime	<2022	2022	2023	2024	TOTAL
Charges à payer pour engagements de financement de formation à l'ouverture de l'exercice N	1 106 989,61				
Engagements bruts de financement de formation de l'exercice N				0,00	
Taux d'annulation théorique sur engagements bruts de l'exercice N				21%	
Annulations théoriques sur engagements bruts de l'exercice N				0,00	
Charges de formation décaissées au cours de l'exercice N				0,00	
Extourne charge à payer pour engagements de financement de formation	1 106 989,61	0,00	0,00		
Charge à payer pour engagements de financement de formation	57 783,45				
Charges à payer pour engagements de financement de formation à la clôture de l'exercice N	57 783,45	0,00	0,00	0,00	57 783,45
Échéance à moins d'un an	57 783,45	0,00	0,00	0,00	57 783,45
Échéance à plus d'un an			0,00	0,00	0,00

Section financière dédiée aux
contributions conventionnelles

COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2024

	CONVENTIONNEL	
	2024	2023
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	72 659 428,92	70 292 547,20
* Aides de l'Etat, des régions et autres collectivités locales	72 659 428,92	70 292 547,20
* Autres aides :	0,00	0,00
* Appel à projet : part FPSPP	0,00	0,00
* Appel à projet : part FSE	0,00	0,00
COLLECTE DES FONDS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	130 883 560,82	121 053 539,52
TRANSFERTS DE BIENS LIES A LA DEVOLUTION	0,00	0,00
PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	0,00	0,00
* Transferts de fonds mutualisés entre agréments	0,00	0,00
* Transferts France Compétences	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	278 276,79	493 529,84
* Autres produits	278 276,79	493 529,84
* report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	0,00	0,00
REPRISES SUR PROVISIONS POUR CHARGES DE FORMATION	0,00	285 354,30
* Actions collectives	0,00	0,00
* Actions individuelles	0,00	285 354,30
REPRISES SUR PROVISIONS POUR EFF	0,00	0,00
REPRISES PROV NON UTIL SUBVENTION	0,00	0,00
REPRISES PROV RISQUES ET CHARGES	0,00	0,00
REPRISE SUR PROVISIONS POUR REVERSEMENT DE COLLECTE		
Total I - PRODUITS DE FORMATION	203 821 266,53	192 124 970,86
CHARGES DE FORMATION	198 036 569,71	188 873 389,88
* Etudes & Recherches et fonctionnement des observatoires	0,00	0,00
* Aide au paritarisme	0,00	0,00
<i>Actions individuelles</i>	181 453 934,58	162 591 980,38
* Coûts pédagogiques	133 723 401,93	120 140 303,03
* Coûts pédagogiques au titre du DIF	0,00	0,00
* Coûts pédagogiques au titre du CBC	0,00	0,00
* Coûts pédagogiques au titre de la VAE	0,00	0,00
* Salaires, charges sociales légales et contractuelles assises sur les rémunérations	31 986 495,68	29 598 517,27
* Transports, Hébergements & Repas	14 578 044,26	12 336 218,18
* Charges liées aux congés VAE		
* Formations HTT		
* Charges liées aux CBC et congés examens		
* Charges au titre du DIF		
* Matériels pédagogiques	692 830,82	350 858,01
* Autres	473 161,89	166 083,89
<i>Actions collectives & opérations groupées</i>	13 767 613,50	13 110 958,50
* Coûts pédagogiques	13 026 745,57	12 349 146,51
* Salaires, charges sociales légales et contractuelles assises sur les rémunérations	0,00	0,00
* Transports, Hébergements & Repas	740 867,93	761 811,99
* Matériels pédagogiques	0,00	0,00
* Autres	0,00	0,00
* Charges à payer pour EFF	2 815 021,63	13 170 451,00

COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2024

	CONVENTIONNEL	
	2024	2023
CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE	24 936,42	299 647,24
* Autres charges	24 936,42	15 255,94
* Transfert de fonds mutualisés entre agréments	0,00	284 391,30
* Transfert de fonds mutualisés au titre de la contribution du FPSPP	0,00	0,00
* Transfert de fonds mutualisés au titre des excédents	0,00	0,00
* Reprise sur fonds réservés du FPSPP		
* Engagements à réaliser sur ressources affectées	0,00	0,00
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR CHARGES DE FORMATION	0,00	0,00
* Actions collectives	0,00	0,00
* Actions individuelles	0,00	0,00
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR EFF	0,00	0,00
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR NON UTILISATION SUBVENTION	0,00	0,00
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR REVERSERMENT DE COLLECTE OCTA		
Total II - CHARGES DE FORMATION	198 061 506,13	189 173 037,12
RESULTAT DE FORMATION (Total I - Total II)	5 759 760,40	2 951 933,74
PRODUITS DIVERS DE FONCTIONNEMENT		
Total III - PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00
CHARGES LIEES AU FONCTIONNEMENT	11 565 277,59	11 937 004,19
Total IV - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	11 565 277,59	11 937 004,19
RESULTAT D'ACTIVITE (non financier) (Total I + Total III - Total II - Total IV)	-5 805 517,19	-8 985 070,45
PRODUITS FINANCIERS (Total V)	3 763 912,63	2 211 156,31
* Produits nets sur cession VMP	0,00	0,00
* Autres produits financiers	3 763 912,63	2 211 156,31
* Autres	0,00	0,00
CHARGES FINANCIERES (Total VI)	0,00	0,00
RESULTAT FINANCIER (Total V - Total VI)	3 763 912,63	2 211 156,31
PRODUITS EXCEPTIONNELS (Total VII)	0,00	0,00
* Autres produits exceptionnels	0,00	0,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES (Total VIII)	0,00	0,00
* Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL (Total VII - Total VIII)	0,00	0,00
IMPOT SUR LES SOCIETES (Total IX)	376 410,05	221 131,08
RESULTAT COMPTABLE DE L'EXERCICE (Total I + Total III + Total V + Total VII) - (Total II + Total IV + Total VI + Total VIII + Total IX)	-2 418 014,61	-6 995 045,22

BILAN AVANT AFFECTATION DU RESULTAT 2024 CONVENTIONNEL

ACTIF	EXERCICE 2024			EXERCICE 2023		PASSIF	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
	BRUT	AMORT. PROV.	NET	NET				
ACTIF IMMOBILISE						FONDS PROPRES :		
* Immobilisations incorporelles						Fonds associatif et réserves		
* Immobilisations corporelles						• Fonds associatif	5 369 508,54	5 369 508,54
* Immobilisations en cours						• Réserves	147 093 709,91	154 088 755,13
						- Réserve affectée aux E.F.F.	-2 418 014,61	-6 995 045,22
						- Report à nouveau Fonds roulement		
						• Report à nouveau		
						• Résultat de l'exercice		
						Total I	150 045 203,84	152 463 218,45
* Immobilisations financières								
* Autres						• Provisions pour charges de formation		
* Compte de liaisons investissement	4 890 199,71		4 890 199,71		5 778 691,34	• Provisions pour EFF		
						• Provisions pour non utilisation subvention		
						• Provisions pour risques et charges		
						• fonds dédiés		
Total I	4 890 199,71		4 890 199,71		5 778 691,34	Total II		
ACTIF CIRCULANT						DETTES		
* Adhérents et comptes rattachés	89 351 867,23		89 351 867,23		85 019 202,98	• Emprunt et dettes assimilées (banques)	10 096 889,11	10 594 818,55
* Bat								
* Autres créances						• Adhérents et comptes rattachés		
• Appel à projet FPSPP						• Fournisseurs	506 614,96	244 310,61
• Autres Subventions	52 320 949,53		52 320 949,53		61 440 251,43	• Fiscales et sociales		
• Au titre de la péréquation	1 265 208,41		1 265 208,41			• Autres dettes		
• Autres créances						- transferts et excédents		
						- autres		0,00
* Valeurs mobilières de placement	105 875 025,02		105 875 025,02		57 296 928,38	- Charges à payer sur EFF	82 219 803,66	79 404 782,03
* Disponibilités (banques)	13 953 953,62		13 953 953,62		72 751 207,54			
						• Produits constatés d'avance	19 898 492,24	35 845 792,04
* Charges constatées d'avance						Total III	112 721 799,97	126 089 703,23
Total II	262 767 003,81		262 767 003,81		276 507 590,33	Total I + Total II + Total III	262 767 003,81	278 552 921,68
Total I + Total II	267 657 203,52		267 657 203,52		282 286 281,67	COMPTES DE LIAISON		
COMPTES DE LIAISON						• Compte de liaison inter-volets		
* Compte de liaison inter-volets	882 310,02		882 310,02		3 632 120,54	• Compte de liaisons moyens communs	5 772 509,73	7 365 480,53
* Compte de liaisons moyens communs						Total IV	5 772 509,73	7 365 480,53
Total III	882 310,02		882 310,02		3 632 120,54	TOTAL GENERAL		
TOTAL GENERAL	268 539 513,54		268 539 513,54		285 918 402,21	(Total I + Total II + Total III + Total IV)	268 539 513,54	285 918 402,21
(Total I + Total II + Total III)								

CONVENTIONNEL

TABLEAU DE SUIVI DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DE FORMATION

Tableau de suivi du restant à financer par millésime	<2022	2022	2023	2024	TOTAL
Montant restant à financer à l'ouverture de l'exercice N	4 026 258,15	13 749 052,00	99 557 036,88		117 332 347,03
Engagements & compléments		33 006,43	958 381,50	182 148 109,17	183 139 497,10
TOTAL I	4 026 258,15	13 782 058,43	100 515 418,38	182 148 109,17	300 471 844,13
Charges de formation décaissées au cours de l'exercice N	406 445,09	4 311 084,01	60 310 223,65	63 052 603,85	128 080 356,60
Annulations de l'exercice N	1 500 359,93	2 752 066,52	19 425 346,13	14 955 215,21	38 632 987,79
TOTAL II	1 906 805,02	7 063 150,53	79 735 569,78	78 007 819,06	166 713 344,39
Montant restant à financer à la clôture de l'exercice N	2 119 453,13	6 718 907,90	20 779 848,60	104 140 290,11	133 758 499,74

TABLEAU DE SUIVI DES CHARGES A PAYER POUR ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DE FORMATION

Suivi de la charge à payer pour engagements de financement de formation par millésime	<2022	2022	2023	2024	TOTAL
Charges à payer pour engagements de financement de formation à l'ouverture de l'exercice N	4 004 166,91	9 335 867,57	66 064 747,55		
Engagements bruts de financement de formation de l'exercice N				182 148 109,17	
Taux d'annulation théorique sur engagements bruts de l'exercice N				27,61%	
Annulations théoriques sur engagements bruts de l'exercice N				50 295 384,63	
Charges de formation décaissées au cours de l'exercice N				63 052 603,85	
Extourne charge à payer pour engagements de financement de formation	4 004 166,91	9 335 867,57	66 064 747,55		
Charge à payer pour engagements de financement de formation	1 208 859,60	3 535 362,46	8 675 460,91		
Charges à payer pour engagements de financement de formation à la clôture de l'exercice N	1 208 859,60	3 535 362,46	8 675 460,91	68 800 120,69	82 219 803,66
Échéance à moins d'un an	1 208 257,70	3 535 362,46	8 449 683,93	65 677 820,07	78 871 124,16
Échéance à plus d'un an	601,90	0,00	225 776,98	3 122 300,62	3 348 679,50

Section financière dédiée aux contributions volontaires

COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2024

	TOTAL VOLONTAIRE	
	2024	2023
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	0,00	-321 730,08
* Aides de l'Etat, des régions et autres collectivités locales	0,00	1 710,00
* Autres aides :	0,00	0,00
* Appel à projet : part FPSPP	0,00	0,00
* Appel à projet : part FSE	0,00	-323 440,08
COLLECTE DES FONDS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	24 541 657,22	25 087 805,67
Reprise PCA VOLONTAIRE	-3 692 427,89	-1 686 777,90
PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	0,00	283 864,00
* Transferts de fonds mutualisés entre agréments	0,00	283 864,00
* Transferts France Compétences	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	453 678,50	18 269,00
* Autres produits	453 678,50	18 269,00
* report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	0,00	0,00
REPRISES SUR PROVISIONS POUR CHARGES DE FORMATION	0,00	0,00
* Actions collectives	0,00	0,00
* Actions individuelles	0,00	0,00
REPRISES SUR PROVISIONS POUR EFF	0,00	0,00
REPRISES PROV NON UTIL SUBVENTION	0,00	0,00
REPRISES PROV RISQUES ET CHARGES		0,00
REPRISE SUR PROVISIONS POUR REVERSEMENT DE COLLECTE		
Total I - PRODUITS DE FORMATION	21 302 907,83	23 381 430,69
CHARGES DE FORMATION	10 037 055,31	12 847 678,54
<i>Actions individuelles</i>	9 865 767,85	12 949 099,55
* Coûts pédagogiques	4 502 243,27	5 928 372,44
* Coûts pédagogiques au titre du DIF	0,00	0,00
* Coûts pédagogiques au titre du CBC	0,00	0,00
* Coûts pédagogiques au titre de la VAE	0,00	0,00
* Salaires, charges sociales légales et contractuelles assises sur les rémunérations	5 209 177,65	6 822 458,36
* Transports, Hébergements & Repas	138 272,28	159 920,02
* Charges liées aux congés VAE		
* Formations HTT		
* Charges liées aux CBC et congés examens		
* Charges au titre du DIF		
* Matériels pédagogiques	16 074,65	38 348,73
* Autres	0,00	0,00
<i>Actions collectives & opérations groupées</i>	200 118,70	204 130,98
* Coûts pédagogiques	200 118,70	200 710,98
* Salaires, charges sociales légales et contractuelles assises sur les rémunérations	0,00	0,00
* Transports, Hébergements & Repas	0,00	0,00
* Matériels pédagogiques	0,00	0,00
* Autres	0,00	3 420,00
* Charges à payer pour EFF	-28 831,24	-305 551,99

COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2024

	TOTAL VOLONTAIRE	
	2024	2023
CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE	9 561 220,26	9 391 210,63
* Autres charges	5 120,56	2 490,18
* Transfert de fonds mutualisés entre agréments	9 556 099,70	9 388 720,45
* Transfert de fonds mutualisés au titre de la contribution du FPSPP	0,00	0,00
* Transfert de fonds mutualisés au titre des excédents	0,00	0,00
* Reprise sur fonds réservés du FPSPP		
* Engagements à réaliser sur ressources affectées	0,00	0,00
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR CHARGES DE FORMATION	0,00	0,00
* Actions collectives	0,00	0,00
* Actions individuelles	0,00	0,00
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR EFF	0,00	0,00
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR NON UTILISATION SUBVENTION	0,00	0,00
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR REVERSERMENT DE COLLECTE OCTA		
Total II - CHARGES DE FORMATION	19 598 275,57	22 238 889,17
RESULTAT DE FORMATION (Total I - Total II)	1 704 632,26	1 142 541,52
PRODUITS DIVERS DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00
Total III - PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00
CHARGES LIEES AU FONCTIONNEMENT	1 240 342,00	1 404 061,66
Total IV - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 240 342,00	1 404 061,66
RESULTAT D'ACTIVITE (non financier) (Total I + Total III - Total II - Total IV)	464 290,26	-261 520,14
PRODUITS FINANCIERS (Total V)	0,00	0,00
* Produits nets sur cession VMP	0,00	0,00
* Autres produits financiers	0,00	0,00
* Autres		
CHARGES FINANCIERES (Total VI)	0,00	0,00
RESULTAT FINANCIER (Total V - Total VI)	0,00	0,00
PRODUITS EXCEPTIONNELS (Total VII)	0,00	0,00
* Autres produits exceptionnels	0,00	0,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES (Total VIII)	0,00	0,00
* Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL (Total VII - Total VIII)	0,00	0,00
IMPOT SUR LES SOCIETES (Total IX)	0,00	0,00
RESULTAT COMPTABLE DE L'EXERCICE (Total I + Total III + Total V + Total VII) - (Total II + Total IV + Total VI + Total VIII + Total IX)	464 290,26	-261 520,14

BILAN AVANT AFFECTATION DU RESULTAT 2024 TOTAL VOLONTAIRE

ACTIF	EXERCICE 2024			EXERCICE 2023		PASSIF	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
	BRUT	AMORT. PROV.	NET	NET				
ACTIF IMMOBILISE						FONDS PRO PRES :		
* Immobilisations incorporelles						* Fonds associatif	898 453,67	898 453,67
* Immobilisations corporelles						* Réserves	489 145,47	750 665,61
* Immobilisations en cours						- réserve affectée aux E.F.F.	464 290,26	-261 520,14
* Immobilisations financières						- Report à nouveau Fonds roulement		
* Autres						* Report à nouveau		
* Compte de liaisons investissement	524 459,53		524 459,53	675 595,87		* Résultat de l'exercice		
Total I	524 459,53		524 459,53	675 595,87		Total I	1 851 889,40	1 387 599,14
ACTIF CIRCULANT						* Provisions pour charges de formation		
* Adhérents et comptes rattachés						* Provisions pour EFF		
* Etat						* Provisions pour non utilisation subvention		
* Autres créances						* Provisions pour risques et charges		
. Appel à projet FPSPP						* fonds dédiés		
. Autres Subventions								
. Au titre de la péréquation								
. Autres créances	79 658,00		79 658,00					
* Valeurs mobilières de placement								170 320,06
* Disponibilités (banques)	13 599 620,98		13 599 620,98	9 887 017,91			363 190,64	324 434,76
* Charges constatées d'avance							16 601,81	45 433,05
Total II	13 679 278,98		13 679 278,98	9 887 017,91		* Produits constatés d'avance	11 447 597,13	7 755 169,24
Total I + Total II	14 203 738,51		14 203 738,51	10 562 613,78		Total III	11 827 389,58	8 295 357,11
COMPTES DE LIAISON						Total I + Total II + Total III	13 679 278,98	9 682 956,25
* Compte de liaison inter-volets	94 625,16		94 625,16			COMPTES DE LIAISON		
* Compte de liaisons moyens communs						* Compte de liaison inter-volets		18 547,65
						* Compte de liaisons moyens communs	619 084,69	861 109,88
Total III	94 625,16		94 625,16			Total IV	619 084,69	879 657,53
TOTAL GENERAL						TOTAL GENERAL		
(Total I + Total II + Total III)	14 298 363,67		14 298 363,67	10 562 613,78		(Total I + Total II + Total III + Total IV)	14 298 363,67	10 562 613,78

VOLONTAIRE

TABLEAU DE SUIVI DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DE FORMATION

Tableau de suivi du restant à financer par millésime	<2022	2022	2023	2024	TOTAL
Montant restant à financer à l'ouverture de l'exercice N	37 751,19	910,00	7 868,17		46 529,36
Engagements & compléments				25 294,19	25 294,19
TOTAL I	37 751,19	910,00	7 868,17	25 294,19	71 823,55
Charges de formation décaissées au cours de l'exercice N	250,96		2 660,00	13 900,55	16 811,51
Annulations de l'exercice N	37 500,23	210,00		0,00	37 710,23
TOTAL II	37 751,19	210,00	2 660,00	13 900,55	54 521,74
Montant restant à financer à la clôture de l'exercice N	0,00	700,00	5 208,17	11 393,64	17 301,81

TABLEAU DE SUIVI DES CHARGES A PAYER POUR ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DE FORMATION

Suivi de la charge à payer pour engagements de financement de formation par millésime	<2022	2022	2023	2024	TOTAL
Charges à payer pour engagements de financement de formation à l'ouverture de l'exercice N	37 391,19	700,00	7 341,86		
Engagements bruts de financement de formation de l'exercice N				25 294,19	
Taux d'annulation théorique sur engagements bruts de l'exercice N				0%	
Annulations théoriques sur engagements bruts de l'exercice N					
Charges de formation décaissées au cours de l'exercice N				13 900,55	
Extourne charge à payer pour engagements de financement de formation	37 391,19	700,00	7 341,86		
Charge à payer pour engagements de financement de formation	0,00	0,00	5 208,17		
Charges à payer pour engagements de financement de formation à la clôture de l'exercice N	0,00	0,00	5 208,17	11 393,64	16 601,81
Échéance à moins d'un an	0,00	0,00	5 208,17	11 393,64	16 601,81
Échéance à plus d'un an	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Section financière dédiée aux
contributions au CIF-CDI

COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2024

	C.I.F - C.D.I	
	2024	2023
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	0,00	0,00
* Aides de l'Etat, des régions et autres collectivités locales	0,00	0,00
* Autres aides :	0,00	0,00
* Appel à projet : part FPSPP	0,00	0,00
* Appel à projet : part FSE	0,00	0,00
COLLECTE DES FONDS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	0,00	0,00
TRANSFERTS DE BIENS LIES A LA DEVOLUTION	0,00	0,00
PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	0,00	0,00
* Transferts de fonds mutualisés entre agréments	0,00	0,00
* Transferts France Compétences	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	9,02	0,00
* Autres produits	9,02	0,00
* report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	0,00	0,00
REPRISES SUR PROVISIONS POUR CHARGES DE FORMATION	0,00	0,00
* Actions collectives		
* Actions individuelles	0,00	0,00
REPRISES SUR PROVISIONS POUR EFF	0,00	0,00
REPRISES PROV NON UTIL SUBVENTION	0,00	0,00
REPRISES PROV RISQUES ET CHARGES	0,00	0,00
REPRISE SUR PROVISIONS POUR REVERSEMENT DE COLLECTE		
Total I - PRODUITS DE FORMATION	9,02	0,00
CHARGES DE FORMATION	-365 924,28	-739 405,60
<i>Actions individuelles</i>	<i>70 973,29</i>	<i>85 634,72</i>
* Coûts pédagogiques	19 329,54	45 302,82
* Coûts pédagogiques au titre du DIF		
* Coûts pédagogiques au titre du CBC		
* Coûts pédagogiques au titre de la VAE		
* Salaires, charges sociales légales et contractuelles assises sur les rémunérations	12 899,19	18 837,09
* Transports, Hébergements & Repas	4 397,96	1 266,66
* Charges liées aux congés VAE	0,00	680,00
* Formations HTT	34 346,60	19 548,15
* Charges liées aux CBC et congés examens	0,00	0,00
* Charges au titre du DIF		
* Matériels pédagogiques		
* Autres		
* Charges à payer pour EFF	-436 897,57	-825 040,32

COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2024

	C.I.F - C.D.I	
	2024	2023
CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE	2 284 264,34	4 377,00
* Autres charges	22 192,80	4 377,00
* Transfert de fonds mutualisés entre agréments	2 262 071,54	0,00
* Transfert de fonds mutualisés au titre de la contribution du FPSP	0,00	0,00
* Transfert de fonds mutualisés au titre des excédents	0,00	0,00
* Reprise sur fonds réservés du FPSP	0,00	0,00
* Engagements à réaliser sur ressources affectées	0,00	0,00
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR CHARGES DE FORMATION	0,00	0,00
* Actions collectives	0,00	0,00
* Actions individuelles	0,00	0,00
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR EFF	0,00	0,00
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR NON UTILISATION SUBVENTION	0,00	0,00
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR REVESERMENT DE COLLECTE OCTA	0,00	0,00
Total II - CHARGES DE FORMATION	1 918 340,06	-735 028,60
RESULTAT DE FORMATION (Total I - Total II)	-1 918 331,04	735 028,60
PRODUITS DIVERS DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00
Total III - PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00
CHARGES LIEES AU FONCTIONNEMENT	0,00	0,00
Total IV - CHARGES DE FONCTIONNEMENT	0,00	0,00
RESULTAT D'ACTIVITE (non financier)		
(Total I + Total III - Total II - Total IV)	-1 918 331,04	735 028,60
PRODUITS FINANCIERS (Total V)	0,00	0,00
* Produits nets sur cession VMP	0,00	0,00
* Autres produits financiers	0,00	0,00
*Autres	0,00	0,00
CHARGES FINANCIERES (Total VI)	0,00	0,00
RESULTAT FINANCIER (Total V - Total VI)	0,00	0,00
PRODUITS EXCEPTIONNELS (Total VII)	0,00	0,00
* Autres produits exceptionnels	0,00	0,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES (Total VIII)	0,00	0,00
* Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00
RESULTAT EXCEPTIONNEL (Total VII - Total VIII)	0,00	0,00
IMPOT SUR LES SOCIETES (Total IX)	0,00	0,00
RESULTAT COMPTABLE DE L'EXERCICE		
(Total I + Total III + Total V + Total VII) - (Total II	-1 918 331,04	735 028,60
+ Total IV + Total VI + Total VIII + Total IX)		

BILAN AVANT AFFECTATION DU RESULTAT 2024 CIF CDI

ACTIF	EXERCICE 2024			EXERCICE 2023		PASSIF	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023
	BRUT	AMORT. PROV.	NET	NET				
ACTIF IMMOBILISE						FONDS PROPRES :		
* Immobilisations incorporelles						Fonds associatif et réserves		
* Immobilisations corporelles						• Fonds associatif		
* Immobilisations en cours						• Réserves		
* Immobilisations financières						- réserve affectée aux E.F.F.	2 100 485,28	2 100 485,28
* Autres						- Report à nouveau Fonds roulement	-182 154,24	-917 182,84
* Compte de liaisons investissement						• Report à nouveau	-1 918 331,04	735 028,60
						• Résultat de l'exercice		
Total I						Total I		1 918 331,04
ACTIF CIRCULANT						• Provisions pour charges de formation		
* Adhérents et comptes rattachés						• Provisions pour EFF		
* Etat						• Provisions pour non utilisation subvention		
* Autres créances						• Provisions pour risques et charges		
• Appel à projet FPSP						• fonds dédiés		
• Autres Subventions								
• Au titre de la péréquation								
• Autres créances					0,04			
* Valeurs mobilières de placement								
* Disponibilités (banques)	2 262 071,54		2 262 071,54		2 355 228,57		2 262 071,54	436 897,57
* Charges constatées d'avance								
Total II	2 262 071,54		2 262 071,54		2 355 228,61	• Produits constatés d'avance	2 262 071,54	436 897,57
Total I + Total II	2 262 071,54		2 262 071,54		2 355 228,61	Total I + Total II + Total III	2 262 071,54	2 355 228,61
COMPTES DE LIAISON						COMPTES DE LIAISON		
* Compte de liaison inter-volets						• Compte de liaison inter-volets		
* Compte de liaisons moyens communs						• Compte de liaisons moyens communs		
Total III						Total IV		
TOTAL GENERAL						TOTAL GENERAL		
(Total I + Total II + Total III)	2 262 071,54		2 262 071,54		2 355 228,61	(Total I + Total II + Total III + Total IV)	2 262 071,54	2 355 228,61

TABLEAU DE SUIVI DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DE FORMATION

Tableau de suivi du restant à financer par millésime	<2022	2022	2023	2024	TOTAL
Montant restant à financer à l'ouverture de l'exercice N	1 595 011,60				1 595 011,60
Engagements & compléments	26 629,96				26 629,96
TOTAL I	1 621 641,56	0,00	0,00	0,00	1 621 641,56
Charges de formation décaissées au cours de l'exercice N	70 973,29				70 973,29
Annulations de l'exercice N	1 550 668,27				1 550 668,27
TOTAL II	1 621 641,56	0,00	0,00	0,00	1 621 641,56
Montant restant à financer à la clôture de l'exercice N	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

TABLEAU DE SUIVI DES CHARGES A PAYER POUR ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DE FORMATION

Suivi de la charge à payer pour engagements de financement de formation par millésime	<2022	2022	2023	2024	TOTAL
Charges à payer pour engagements de financement de formation à l'ouverture de l'exercice N	436 897,57				
Engagements bruts de financement de formation de l'exercice N					
Taux d'annulation théorique sur engagements bruts de l'exercice N					
Annulations théoriques sur engagements bruts de l'exercice N					
Charges de formation décaissées au cours de l'exercice N					
Extourne charge à payer pour engagements de financement de formation	436 897,57	0,00	0,00		
Charge à payer pour engagements de financement de formation					
Charges à payer pour engagements de financement de formation à la clôture de l'exercice N	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Échéance à moins d'un an	0,00	0,00			0,00
Échéance à plus d'un an	0,00				0,00